

Mars 2016
N°40

COLLECTION

Les études du Crif



MIGRATIONS CONTEMPORAINES DU RÉCIT SUR LE « SIGNE JUIF »

**ENTRE FASCINATION, ADMIRATION, CONDAMNATION :
UNE QUESTION IRRECEVABLE.**

Crif

Migrations
contemporaines du
récit sur le « signe juif »

Jacques Tarnero

Essayiste et documentariste



Pierre-André Taguieff

Néo-pacifisme, nouvelle
judéophobie et mythe du complot
N°1 > Juillet 2003 • 36 pages

Marc Knobel

La capipo : une association
pro-palestinienne très engagée ?
**N° 2 > Septembre 2003 • 36
pages**

**Père Patrick Desbois et Levana
Frenk**

Opération 1005. Des techniques
et des hommes au service de
l'effacement des traces de la Shoah
**N° 3 > Décembre 2003 • 44
pages**

Joël Kotek

La Belgique et ses juifs : de
l'antijudaïsme comme code culturel
à l'antisémitisme comme religion
civique
N° 4 > Juin 2004 • 44 pages

Jean-Yves Camus

Le Front national :
état des forces en perspective
**N° 5 > Novembre 2004 • 36
pages**

Georges Bensoussan

Sionismes : Passions d'Europe
**N° 6 > Décembre 2004 • 40
pages**

**Monseigneur Jean-Marie Lustiger
Monseigneur Jean-Pierre Ricard
Monseigneur Philippe Barbarin**
L'Église et l'antisémitisme
**N° 7 > Décembre 2004 • 24
pages**

Ilan Greilsammer

Les négociations de paix
israélo-palestiniennes : de Camp
David au retrait de Gaza
N° 8 > Mai 2005 • 44 pages

Didier Lapeyronnie

La demande d'antisémitisme :
antisémitisme, racisme et exclusion
sociale
**N° 9 > Septembre 2005 • 44
pages**

Gilles Bernheim

Des mots sur l'innommable...
Réflexions sur la Shoah
N°10 > Mars 2006 • 36 pages

**André Grjebine et Florence
Taubmann**

Les fondements religieux et
symboliques de l'antisémitisme
N°11 > Mars 2007 • 36 pages

Iannis Roder

L'école, témoin de toutes les
fractures
**N°12 > Novembre 2006 • 44
pages**

Laurent Duguet

La haine raciste et antisémite tisse
sa toile en toute quiétude sur le Net
**N°13 > Novembre 2007 • 32
pages**

**Dov Maimon, Franck Bonneteau
& Dina Lahlou**

Les détours du rapprochement
Judéo-Arabeet Judéo-Musulman
à travers le Monde
N°14 > Mai 2008 • 52 pages

Raphaël Draï

Les Avenirs du Peuple Juif
**N°15 > Mars 2009 • 44
pages**

Gaston Kelman

Juifs et Noirs dans l'histoire
récente Convergences et
dissonances
N°16 > Mai 2009 • 40 pages

Jean-Philippe Moinet

Interculturalité et Citoyenneté :
ambiguïtés et devoirs d'initiatives
**N°17 > Février 2010 • 28
pages**

Françoise S. Ouzan

Manifestations et mutations
du sentiment Anti-juif aux
États-Unis : Entre mythes et
représentations
**N°18 > Décembre 2010 • 60
pages**

Michaël Ghnassia

Le Boycott d'Israël : Que dit le
droit ?
**N°19 > Janvier 2011 • 32
pages**

Pierre-André Taguieff

Aux origines du slogan «
Sionistes, assassins ! » Le mythe
du « meurtre rituel »
et le stéréotype du Juif sanguinaire
**N°20 > Mars 2011 • 66
pages**

Dr Richard Rossin

Soudan, Darfour ; les scandales...
**N°21 > Novembre 2011 • 32
pages**

Suite en page 56



MIGRATIONS CONTEMPORAINES DU RÉCIT SUR LE « SIGNE JUIF »

**ENTRE FASCINATION, ADMIRATION, CONDAMNATION
AVANT LES ATTENTATS DU MOIS DE NOVEMBRE 2016 :
UNE QUESTION IRRECEVABLE.**

UNE ÉTUDE DE

JACQUES TARNERO

Essayiste et documentariste

Crif

**Les textes publiés dans la collection des *Études du Crif*
n'engagent pas la responsabilité du CRIF.**

La rédaction n'est pas responsable des documents adressés.

BIOGRAPHIE



Jacques Tarnero

Né en Algérie puis étudiant en philosophie à Nanterre, Jacques Tarnero part en tant que « mitnadev », volontaire, travailler au kibboutz en 1967 dans le grand mouvement de solidarité avec Israël provoqué par la guerre des six jours. Les utopies de mai 68 l'aspirent comme une très grande part de la jeunesse mais c'est autour du conflit israélo-arabe que se défont ses illusions. Enseignant à l'université ainsi qu'à la régie Renault pour la promotion des immigrés, il rejoint l'Association des Universitaires pour la Paix au Proche-Orient tout en restant actif contre les extrêmes et nouvelles droites émergentes en France dans les années 80. Jacques Tarnero a ainsi été directeur du Centre de recherche sur l'antisémitisme contemporain. Il rejoint l'équipe

de Laurent Fabius (1984-86), Premier Ministre, sur la lutte contre le Front National. Chargé de mission à la Cité des sciences puis chercheur associé au CNRS, spécialisé dans l'étude des extrémismes politiques, du racisme, de l'antisémitisme et l'islamisme, Jacques Tarnero a été très présent sur ces sujets. Dans son premier long métrage, « Autopsie d'un mensonge, le négationnisme » produit par Lili Productions, Jacques Tarnero propose une analyse des multiples visages du négationnisme. En 2003, au cœur de la seconde intifada et de ses effets en Occident, il réalise « Décryptage » avec Philippe Bensoussan, produit par Sophie Dulac, sur les représentations d'Israël. A rebrousse-poil du prêt-à-penser ce film questionne la bonne conscience antisioniste et fouille les sources du nouvel antisémitisme. Auteur du livre « Le nom de trop : Israël illégitime ? » (Armand Colin éditions) qui interroge cette énigme récurrente posée par le rejet du nom d'Israël.

SOMMAIRE

INTRODUCTION		de 4 à 9
CHAPITRE 1 /	HISTOIRE DE LA PLACE DU « SIGNE JUIF »	de 10 à 25
CHAPITRE 2 /	L'ISLAMISME COMME NOUVELLE MENACE TOTALITAIRE	de 26 à 31
CHAPITRE 3 /	DEFINIR : QU'EST CE QU'UN ACTE ANTISEMITE ?	de 32 à 41
CHAPITRE 4 /	PEUT-ON ETRE ANTISIONISTE SANS ETRE ANTISEMITE ?	de 42 à 44
CHAPITRE 5 /	ELARGIR LA QUESTION : OU SONT AUJOURD'HUI LES LIGNES DE FRONT ?	de 45 à 49
CONCLUSION /	AFFRONTER LE REEL	de 50 à 54

INTRODUCTION

Le rapport aux Juifs, au « signe juif » est-il le marqueur essentiel pour comprendre l'état de nos sociétés ? Ce rapport constitue-t-il le fil invisible racontant en creux l'histoire apparente ? Les soubresauts récents liés à ce signe, la montée en puissance d'un « nouvel antisémitisme » sont-ils autant de signes annonciateurs d'une crise plus profonde affectant l'ensemble des sociétés occidentales ? Les Juifs seraient-ils les seuls visés dans les crises actuelles ?

Précisons les termes de cette question. Qu'entend-on par « signe juif » ? Il s'agit de l'ensemble des signifiants déclinés autour du mot « juif » dans sa dimension historique ou symbolique. Israël, l'Etat d'Israël, son histoire, l'histoire du sionisme, participent aujourd'hui de cet ensemble.

C'est le statut actuel de cet ensemble dans sa perception, sa réception en empathie ou au contraire par son rejet ou sa disqualification qui fonde ce que l'on peut identifier comme fabriquant les diverses formes de l'antisémitisme contemporain.

Les grandes émotions collectives des temps 2.0 ont désormais la durée d'un tweet : aussitôt émises, aussitôt essuyées, les larmes ne durent que le temps de leur remplacement par l'émotion suivante imposée par le rythme des nouvelles

news. Que reste-t-il de l'émotion engendrée par les massacres de janvier 2015 contre Charlie hebdo et le supermarché kasher quand quatre millions de personnes se sont senties Charlie et accessoirement juives ? Six mois se sont écoulés depuis, ponctués par plusieurs autres actes terroristes réussis ou avortés inscrits dans la même offensive islamiste contre la France, l'Occident, les chrétiens et les Juifs.

En aout 2015 l'annonce d'une participation de la ville de Tel Aviv à la manifestation estivale de *Paris plage* de la ville de Paris, a déclenché chez certains, une série de convulsions idéologiques mettant en valeur une haine récurrente : pour certains, Israël demeure un unique objet de répulsion alors qu'au Proche Orient les gestes les plus barbares s'inscrivent dans la banalité. Au moment de la rédaction de cette étude, un attentat majeur a été évité dans le train Thalys en août 2015, grâce au courage de quelques touristes américains. Cet ensemble de faits autant que leur impact méritent d'en tirer quelques analyses et enseignements, car la guerre contre la menace totalitaire islamiste ne peut être gagnée qu'en arrachant aussi les masques de ses complicités et de ses laisser faire intellectuels.

Les réactions de l'après Charlie

La réaction unanime, l'émotion collective, la gigantesque manifestation d'hommage aux victimes du 11 janvier 2015, et de condamnation du massacre contre Charlie hebdo et le magasin hyper casher de la porte de Vincennes, s'est rapidement fissurée. Très rapidement des réactions « *je ne suis pas Charlie* » son apparues. Dans le même temps, une légitime et insoutenable question se pose. Quelle aurait été la mobilisation si l'action terroriste s'était limitée au seul magasin kasher et si les seules victimes avaient été juives ? Déjà la mobilisation civique collective n'avait pas été forte lors des crimes de Mohamed Merah en 2012. Après avoir évoqué « *l'enfance misérable des frères Kouachi* » le site Médiapart a fait de la dénonciation de l'islamophobie, une urgence plus importante que la dénonciation des crimes commis au nom de l'islam. Le livre d'Edwy Plenel, directeur fondateur de Médiapart, « *Pour les musulmans* » (La Découverte. 2014) annonçait déjà dans ce pamphlet idéologique une position résolument combative contre l'islamophobie comme nouvel avatar de la diffusion d'une pensée réactionnaire perméable aux pires thèses émises par le Front National des le début des années 80. Cette porosité au racisme de la pensée dominante trouverait sa confirmation dans le succès en librairie de l'ouvrage de Michel Houelle-

“ Quelle aurait été
la mobilisation si l'action
terroriste s'était limitée
au seul magasin kasher ”

becq « *Soumission* » (Editions Flammarion 2015) racontant dans une œuvre de fiction, la soumission de société française à l'ordre de la charia après l'élection d'un Président de la République musulman.

Ce tir de barrage médiatique à la fois contre une œuvre de fiction mais aussi contre ceux qui osent questionner, nommer le réel, identifier des tabous idéologiques et pointer la menace islamiste procède du déni idéologique de cette réalité. Enfermés dans une vision binaire

du monde digne des années 50 : progressistes/impérialistes, fascistes/anti fascistes, une partie du monde intellectuel

relayée par de grands media de la presse écrite (*Le Monde*, *Les Inrockuptibles*, *Télérama*, *L'Obs*, souvent *Libération*) assimile l'analyse critique du monde arabo musulman ou de l'islam à autant d'attitudes islamophobes voire racistes. Cet interdit de penser qui fait de l'antifascisme (imaginaire) contre un fascisme (tout aussi imaginaire) le pivot de sa vision du monde, rend aveugle et sourd devant la menace islamiste. A fortiori, Israël confronté à la même menace, se trouve dans le mauvais camp. La haine d'Israël trouve dans cette mécanique aberrante son alibi progressiste.

En mai 2015 Le chercheur Emmanuel Todd publie « *Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse* » Une puissante promotion médiatique associée à un savoir faire consommé de la provocation, déclenche des polémiques multiples. Le

livre met en cause (selon Todd) cette fiction de l'unanimité compassionnelle du 11 janvier. Sur ce seul point Emmanuel Todd n'a pas tout à fait tort.

A l'automne 2015, par deux fois le journal *Le Monde* fait sa Une sur le débat intellectuel en France et énonce ses priorités intellectuelles et politiques : nommer l'ennemi prioritaire, c'est à dire la progression des idées du Front National. Celle ci serait révélatrice des complicités idéologiques dont jouirait le parti de Marine Le Pen. Mettant en cause la récupération par le Front National, de ceux qui refusent le regard binaire fasciste/antifasciste sur la société française et favoriseraient ainsi la progression idéologique du Front National. *Le Monde*

nomme les « idiots utiles » de la droite extrême : Michel Onfray, Alain Finkielkraut, Eric Zemmour, Natacha Polony et d'autres autant d'agents médiatiques de la menace réactionnaire.

En ne renouvelant pas, en refusant de mettre en cause cette grille de lecture, ou pire encore en s'enfermant dans ces catégories, cette étrange myopie (au mieux) ou ce parti pris idéologique (au pire) loin de nuire à l'extrême droite ne fait que favoriser la pénétration de ses idées. Les dérives de l'antifascisme tout comme celles de l'antiracisme constituent aujourd'hui le premier facteur d'ossification de l'esprit critique et c'est bien une défaite de la pensée qui s'est installée.

La haine d'Israël comme mythe identitaire explicatif du malheur arabe

Dans un entretien donné à André Soussan pour la revue *Politique Internationale* (N° 16, été 1982) l'ancien premier président de l'Algérie indépendante, Ahmed Ben Bella y énonce la pensée la mieux partagée dans le monde arabe : le refus absolu d'Israël.

Ben Bella y déclare : (...) « *Jamais les arabes n'accepteront le fait sioniste. Je suis un arabe et la Palestine ne concerne pas seulement les palestiniens (...) Jamais le peuple arabe, le génie arabe, ne toléreront l'Etat sioniste et cela parce qu'accepter l'être sioniste reviendrait à accepter aussi le non-être arabe (...) Certains dirigeants arabes peuvent bien se rendre à Jérusalem (...) il*

y aura toujours un musulman qui se lèvera pour liquider les traîtres (...) Je le répète, nous n'accepterons jamais ce corps étranger dans notre région. Israël est un véritable cancer greffé sur le monde arabe.(...) A plus ou moins long terme les arabes auront leur bombe atomique, c'est inévitable (...) Je vais vous dire le fond de ma pensée, s'il n'y a pas d'autre solution, alors que cette guerre nucléaire ait lieu, et qu'on en finisse une fois pour toutes ! (...) Ce que nous voulons nous autres arabes, c'est être, or nous ne pourrions être que si l'autre n'est pas (...) La presse occidentale est dominée dans sa quasi totalité par les Juifs et les sionistes (...) Il existe au sein du gouvernement français

un lobby sioniste puissant (...) Il se produira une sorte d'osmose entre l'arabisme et l'islam ».

Tout est dit et prédit par Ben Bella. L'ancien président algérien dirait-il la vérité intime de ce qui constitue la pensée arabe : La cause essentielle du malheur arabe se nommerait Israël ? Exprime-t-il la mécanique dominante de cette pensée : le fourbe complot des Juifs contre les arabes serait la raison de cette défaite ? Dit-il tout haut ce que le monde arabe souhaite tout bas : la destruction d'Israël ? Ce conflit vieux de cent ans ou de mille ans entre Israël et ses voisins, a trop longtemps été lu en Occident dans les catégories des rapports de force politiques : affrontement des empires ou des blocs d'identités culturelles. Cependant les choses changent en changeant de grille de lecture : selon que l'on lise l'histoire de ces rapports de force d'un point de vue matérialiste ou plutôt d'un point de vue culturel, anthropologique. Les textes supposés sacrés, les prophéties des uns et des autres développent des capacités mobilisatrices aussi efficaces que les projets de conquête ou de colonisation. L'expansion du christianisme, la conquête arabe, les Croisades, la révolution islamique en Iran, ont moins obéi à des raisons économiques qu'à des inspirations spirituelles. Pourquoi l'extraordinaire civilisation de l'islam au XIII^e siècle, les conquêtes ottomanes qui ont suivi ont-elles abouti au XIX^e puis au XX^e siècle à son lent retrait puis au chaos actuel ? La colonisation serait-elle la seule raison de la difficulté arabe face à

la modernité ?

A la question posée par l'historien américain Benard Lewis, « Que s'est-il passé ? » Ben Bella propose, dans l'entretien cité, une explication magique globale : les Juifs et Israël seraient les responsables occultes ou apparents du malheur arabe. Seule la destruction de cette cause diabolique pourra redonner à la civilisation arabo musulmane le renouveau de son plein éclat.

La non légitimité d'Israël y est limpidement énoncée autant que la méthode pour faire disparaître l'Etat des Juifs. Paranoïa complotiste à l'appui, Ben Bella quitte le registre politique au profit d'une vision apocalyptique rédemptrice des égarements arabes. Cette interview, réalisée en 1982, possède une valeur prédictive que le temps présent ne saurait démentir. La guerre menée par l'islamisme contre « *les Juifs, les mécréants ou les Croisés* » est en marche symboliquement, depuis le 11 septembre 2001.

Comment un tel discours peut-il être tenu de la part d'un homme qui a lutté pour la libération de son propre peuple dont de nombreux Juifs ont partagé la lutte et les espoirs ? Quelle est la raison intime de cette violence sinon la rivalité concurrente de prophéties énoncées dans la Bible ou le Coran ? Nous n'entrerons pas ici dans l'étude de la concurrence des mythes fondateurs mais il semble bien que c'est au sein d'une inspiration première qu'il faille rechercher l'origine de l'acharnement islamiste contre le judaïsme, les Juifs et Israël. Ce règlement de compte théologique va trouver un

allié providentiel dans la rencontre avec un autre mouvement exterminateur. Le projet de jihad va trouver dans le nazisme sa formulation la plus rationalisée et la plus aboutie. Le soutien à la cause palestinienne en est la raison apparente sinon l'alibi. C'est bien ce masque commode qui interdit aujourd'hui une plus grande lucidité sur les fondements du jihadisme dont Ben Bella se fait le héraut annonciateur. L'historien allemand Matthias Küntzel a analysé en détail dans « *Jihad et haine des Juifs* » (L'œuvre éditions, 2002) cette rencontre fusionnelle.

A quelques rares exceptions près, dont l'écrivain algérien Boualem Sansal est la plus brillante, rares sont les voix venues de l'intérieur du monde arabo musulman qui osent s'élever contre cette mécanique intellectuelle et cette convergence entre nazisme et islamisme. Le dessinateur romancier Riad Satouf représente avec talent dans « *L'arabe du futur* » la folie complotiste et la banalisation de la haine des Juifs dans le monde arabe.

Tel est le cœur du problème. Tant que du côté arabe il n'y aura pas eu de prise en compte et de critique de cet élément structurel dans la mécanique psychique arabe, imaginer un apaisement des relations des arabes et des musulmans avec ce qui n'est pas eux, figurera aux rayons des utopies. Les raisons profondes de l'impossibilité (actuelle) de toute perspective de paix israélo palestinienne ou israélo arabe relèvent d'un tout autre ordre que politique. Le refus arabe d'un accord avec Israël n'est pas (aujourd'hui) ou n'est plus d'ordre politique, il est

d'ordre symbolique.

Ce refus arabe paraît structurellement inscrit dans ce qui, hélas, caractérise (aujourd'hui) l'identité arabe. Quand celle-ci se confond à la fois avec ce qui fonde l'identité arabe autant qu'avec le message supposé de l'islam, ce refus devient un principe identitaire, constitutif, transcendant le politique. Sauf à se réformer radicalement, sauf à renouveler ses cadres conceptuels, le monde arabe et le monde musulman, à plus forte raison quand ceux-ci s'entremêlent, ne peuvent accepter l'ombre d'un compromis, le moindre accord avec « l'autre ». Depuis plus d'un siècle la sphère arabe maintient son unité voire son identité autour du rejet de cette présence juive sur une terre considérée comme arabe par nature. Désormais c'est au nom d'Allah que se fonde le rejet de toute présence non musulmane sur cet espace considéré comme islamique de droit divin. Depuis la chute du Shah d'Iran et la révolution islamique en Iran (1979) l'échec des dynamiques « progressistes », marxisantes, laïques dans le monde arabe et musulman ont favorisé l'alternative islamique et islamiste. Le nassérisme, le nationalisme laïc arabe des partis Baas syriens ou irakiens ou celui du FLN algérien se sont effondrés devant tous les courants radicaux des FIS, GIA et autres jihadistes actuellement à l'œuvre en Syrie. Dix ans de guerre civile algéro-algérienne (1988-2000) ont soldé toutes les illusions.

Seule demeure toujours vive l'idée que les malheurs du monde arabe et

musulman ont pour origine cette causalité diabolique nommée Israël. Le sionisme maléfique reste toujours l'explication magique des maux du monde arabe. Accepter un compromis avec Israël signifierait l'autodestruction délibérée de cette sphère, étanche, imperméable à toute autre parole que la sienne.

Que signifie cette haine matricielle d'Israël ? Qu'est ce que représente Israël dans l'imaginaire arabe, dans l'imaginaire islamiste ? Israël humilierait les arabes par sa seule existence ? Ne serait-ce pas plutôt le désastre arabe qui devrait humilier les arabes ? Israël représente le reflet renversé de ce désastre. Au lieu de relever le défi lancé par Israël aux arabes, c'est le porteur du défi qu'il faut anéantir comme si, dans cet espace moustachu et barbu, la priorité était de laver l'attentat à la virilité arabe humiliée par ses défaites militaires face à Israël. Est-ce donc cela la source de *l'humiliation arabe* ? Celui qui

enveloppe la femme et la dissimule au regard, au nom de l'islam et de son application par la charia voit-il dans Israël cet objet démoniaque la représentation de ses frustrations ?

Quelle revanche recherche la vision islamiste du monde dans son projet d'effacement d'Israël ?

Telle est la vérité première de cet imaginaire à l'œuvre dans le monde paranoïaque de l'islamisme tel qu'il s'affirme aujourd'hui. Peut être n'est elle pas définitive. Peut être des réformateurs à venir pourront-ils le transformer, mais il faudrait pour cela ouvrir une brèche dans ce qui constitue le canon immuable de ce rapport au monde pour ceux qui se réclament de l'islam. Cela nécessiterait une relecture critique de leur rapport au message divin.

On peut rêver du contraire. On se trompe.

CHAPITRE

HISTOIRE DE LA PLACE DU « SIGNE JUIF »

Du rapport aux Juifs au rapport à Israël comme marqueur essentiel d'une lecture du monde depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, c'est autour de plusieurs grandes phases historiques que se décline, en France, la relation aux Juifs et à Israël. On ne peut rien comprendre à ce qui est en train de se jouer aujourd'hui en France et en Europe, en faisant l'économie de ce qui, dans l'imaginaire collectif, a enveloppé l'interminable conflit israélo-arabe, car ce conflit agit en miroir de ce qui se déroule ici, et réciproquement, ce qui se déroule ici n'est que la représentation substitutive de ce qui se déroule la bas. Ce conflit a nourri en France les représentations des « Juifs » et des « Arabes ». La figure du Juif victime sorti des camps en 1945 a muté en 1967, en celle du Juif vainqueur, puis en occupant impérialiste et raciste, tandis que l'Arabe, fellagha en 1954 est devenu Résistant dès la fin des années 70. Cette Résistance substitutive s'invente des Jean Moulin : « *Geismar-Arafat Résistance* » titrait *la Cause du peuple* dans les années 70. Avec la Seconde Intifada (2000), le renversement s'achève: le Juif/Israélien/

sioniste est devenu un colon/raciste/nazi pourchassant le Palestinien FFI/FLN/OLP. Le soutien à ce Juif de substitution qu'est le Palestinien victime sert de rédemption commode pour les Européens soucieux d'éponger la culpabilité de la shoah, sans oublier bien sur ceux qui disent que la shoah est une escroquerie juive et ceux qui viennent souffler que « *la terre d'Israël fut inventée* ». C'est donc autour de cette double relation ou de ces différentes entrées **temporelle** d'une part passé/présent et **spatiale** d'autre part France/Proche Orient ou plus précisément France/Palestine/Israël que doivent se chercher les strates de la situation présente.

Résumons d'abord les phases de ce déroulé :

- La **compassion** pour les victimes (découverte de la Shoah, procès de Nuremberg en 1945), puis l'admiration pour le jeune État d'Israël (procès Eichmann en 1961, guerre des Six Jours en 1967) caractérisent les années 1960, et l'empathie de l'Occident pour le jeune État juif (en France jusqu'à la conférence de presse du général de Gaulle) est manifeste jusqu'à la guerre des Six Jours. Symétriquement, l'hostilité du bloc soviétique (1950-1967) participe

à ce qui, à l'époque, construit la guerre froide.

- La **suspicion**. Le statut symbolique d'Israël mute après la guerre des Six Jours. Mai 68 va accélérer cette mutation (1967 - années 70, gauchisme, tiers-mondisme, négationnisme). La Palestine devient l'emblème des luttes de libération contre l'impérialisme.

- La **réprobation** à l'égard d'Israël (première guerre du Liban, (1982) va bien au-delà de l'indignation provoquée par les massacres de Sabra et Chatila. On assiste aux premiers actes terroristes (attentat de la rue Copernic, octobre

1980).

- La **condamnation**. La notion de nazification d'Israël (seconde Intifada, 2000) se généralise (attentat de la rue des Rosiers, août 1982).

- La **dé légitimation** (depuis 2000). C'est désormais le statut symbolique d'Israël comme État juif qui est mis en cause. Simultanément, c'est un passage à l'acte violent et inédit qui accompagne l'anti-israélisme radical : violences généralisées des années 2000 - 2004 et crimes antisémites. Les diverses actions de boycott tentent de faire d'Israël un État d'apartheid.

Développement de ces différentes phases : l'évolution politique et idéologique du rapport aux Juifs et à Israël.

Premier moment : la compassion pour les victimes puis l'admiration pour le jeune Israël.

À la Libération, l'opinion célèbre d'abord la dignité retrouvée. Elle honore ses héros, les Résistants, et accueille les survivants, les rescapés des camps. Si elle est favorable aux Juifs, compassion pour les victimes oblige, la population rechigne à restituer les biens spoliés. Si les Résistants vainqueurs du nazisme affichaient une sympathie certaine pour les victimes du nazisme, les raisons de la popularité dont le régime de Vichy avait joui pendant près de quatre ans sont peu questionnées. Malgré l'épuration, au nom de la continuité de l'Etat, le nouveau pouvoir républicain va recycler à moindre frais certains de ceux qui avaient fait allé-

geance à Vichy. Un affichage résistancialiste de dernière heure suffisait à blanchir un passé douteux. Le cas du préfet Papon est à cet égard exemplaire : il se remit au service de l'Etat qu'il avait si bien servi sous le régime du maréchal Pétain.

Dans le même temps les survivants revenus des camps récupéraient avec difficulté leurs biens spoliés. Dans le silence de leur douleur les Juifs survivants se réinstallèrent devant leurs machines à coudre. La pièce de Grunberg, *l'Atelier*, rend compte avec une sensibilité superbe les émotions autant que les silences de ces héros si discrets. Dans la confusion de l'épuration, des résistants du dernier quart d'heure s'innocentent facilement en 1945 des actes crapuleux commis en 1940. Le général de Gaulle incarne un surmoi collectif qui fait l'économie de

la désignation des complicités françaises sous Vichy.

En 1948, la naissance du nouvel Etat d'Israël, perçu comme l'Etat des victimes, bénéficie de la sympathie de tout l'arc politique, majoritairement porté par le PCF (pour peu de temps) et la SFIO, et jouit de la légitimité de sa naissance et de sa reconnaissance par l'ONU. Il faut rappeler le salut du PCF à l'Assemblée Nationale adressé à la naissance du jeune Etat juif, en lutte contre les féodalités arabes et l'impérialisme britannique. Les Juifs et Israël étaient à l'honneur. Dans les années 50-60, celles de la décolonisation, c'est une double attitude qui entoura le rapport au signe juif : la découverte publique de l'extermination autant que l'interférence de ces récits

“ C'est de la sympathie, voire de l'admiration que témoigne l'opinion pour l'État d'Israël ”

avec le fait israélien. La guerre d'Algérie vient opportunément renforcer l'alliance contre l'ennemi commun de la France et d'Israël : le nationalisme arabe – sous ses deux formes : le FLN en Algérie et le régime de Nasser en Égypte. C'est de la sympathie, voire de l'admiration que témoigne l'opinion pour l'État d'Israël, perçu comme pionnier courageux, soldat laboureur défricheur de désert. La IV^e République a sans doute constitué l'âge d'or de la relation franco-israélienne. Les liens entre la SFIO et les travaillistes israéliens sont allés bien au-delà d'une simple alliance conjoncturelle nouée autour d'intérêts communs.

La fin de la guerre d'Algérie (1962)

repositionne les intérêts de la France. Les mots du général de Gaulle vont en énoncer et préciser les raisons. En pointant « *le peuple sûr de lui-même et dominateur* » (conférence de presse, novembre 1967) il marque la mutation du statut symbolique d'Israël : ayant triomphé des armées arabes durant la guerre des Six Jours, le faible serait devenu fort et le persécuté conquérant. Un double mouvement idéologique s'installe progressivement dans l'opinion. Dans le même temps, la rivalité Est/Ouest, l'alliance entre l'Union soviétique, la cause arabe et le tiers-monde clive les zones d'influence.

Dans le même temps, au début des années 60, l'Europe commence à découvrir les récits du martyr juif et l'héroïsme de ses résistants. Parallèle-

ment, le lien qui unit l'Europe et Israël, jusqu'alors maintenu par la culpabilité de la Shoah, s'effrite – et ceci malgré le grand succès du roman d'André Schwarz Bart (*Le Dernier des Justes*, prix Goncourt 1959) Le livre de Schwarz-Bart autant que l'émouvante discrétion de son auteur vont bouleverser le public. Le procès Eichmann à Jérusalem (1961) consolide la légitimité d'Israël en tant qu'Etat des survivants. Le récit de Jean-François Steiner, *Treblinka*, (1964) raconte pour la première fois une révolte juive dans un camp de la mort. Cependant, la sympathie pour le « signe juif », pour la figure juive, n'est désormais portée que par son statut de victime.

Deuxième moment : la suspicion.

La guerre des Six Jours va changer donc la donne symbolique : malgré, dans un premier mouvement, l'affirmation d'une grande sympathie populaire en faveur de l'Etat d'Israël, l'État des victimes est devenu celui des vainqueurs, il a écrasé une coalition d'armées arabes. Dans l'imaginaire collectif, les victimes arabes des soldats juifs ressemblent à d'autres Arabes que les Français ont colonisés en Algérie. Ce sont de nouvelles images qui se superposent. Celles des chaussures abandonnées dans le désert du Sinaï par les soldats égyptiens en déroute ajoutent à l'humiliation arabe. Tout un jeu d'identifications nouvelles, une autre répartition symbolique des rôles, se met en place. Le tiers mondisme devient l'idéologie militante de ceux qui espèrent changer l'ordre injuste du monde et mobilise la jeunesse autour de la figure emblématique du Che. Les palestiniens s'installent dans la figure des « *damnés de la terre* » tandis que les israéliens devenus vainqueurs de peuples arabes, les mêmes que la France torturait en Algérie, s'installent dans la figure du colon impérialiste. C'est l'Arabe que l'on plaint, le colonisé, l'exploité, tandis que le soldat d'Israël se met à ressembler au parachutiste du général Massu. De nouvelles identifications s'installent et se substituent aux précédentes : sionisme = colonialisme, arabe = victime.

Troisième moment : la réprobation

Simultanément la « révolution culturelle » de Mai 68 conforte la contestation de ce qui était considéré comme relevant des vérités officielles sinon des tabous intouchables. Les vérités établies (en tant que vérités officielles) deviennent donc suspectes parce qu'officielles. Indirectement, la critique radicale, la *tabula rasa* de l'histoire devient l'alliée opportune de la mise en cause de la réalité historique de la Shoah. Les slogans « *Nous sommes tous des Juifs allemands* » ou « *CRS/SS* » servent d'alibi à ce qui se met en place en inscrivant faussement dans le présent les catégories de la seconde guerre mondiale. La mise à bas de ce qui est considéré comme autant de valeurs bourgeoises, l'idée même de la Loi portée par le Décalogue est affectée par la vague de contestation. Le mot d'ordre « *Il est interdit d'interdire* » en est l'expression la plus aboutie. La transgression devient une valeur positive dont le slogan « *jouir sans entrave* » est la formulation. L'idée de la Loi, l'idée de l'interdit, deviennent autant de principes moraux caducs. Le surmoi collectif est incarné par le dévoiement de la figure patriarcale de De Gaulle, désormais affublé du masque de Hitler, comme le présentait une affiche de l'école des Beaux Arts en mai 1968.

Les années qui suivent, présentées comme celles de la *déconstruction* poursuivent le mouvement amorcé. La *tabula rasa* de 68 installe de nouvelles catégories sur le paysage dévasté des années 70.

Si l'antisémitisme peut être considéré comme une interprétation sinon une vision du monde, celle-ci développe dans le même temps une esthétique. Le nazisme dénonçait la laideur juive. L'antisionisme élabore désormais les mêmes schèmes : il dénonce la laideur d'Israël et Jean Genet célèbre la beauté arabe non exempte des clichés esthétiques de l'orientalisme européen. L'après Mai installe le « désir » comme une infrastructure nouvelle dans la fabrication des rapports sociaux. La transgression des codes moraux, des règles comportementales jugées obsolètes, devient donc une vertu révolutionnaire. C'est ainsi que l'émergence du mouvement pas encore nommé « gay » va introduire le mot « sioniste » comme ennemi du désir homosexuel. « Le garçon arabe », en tant qu'objet ou figure de ce désir, se voit donc opposer une même répression qui agresse à la fois le Palestinien en tant qu'incarnation de l'opprimé en révolte contre son oppresseur et celle de l'homosexuel porteur de la subversion désirante. La fine fleur de la radicalité désirante cosigne la revue *Recherches* (mars 1973) consacrée à la « *Grande encyclopédie des homosexualités* », qui y expose, entre autres, l'importance de cette convergence. Jean Genet va conforter cette hypothèse : l'auteur du *Captif amoureux*, amoureux des garçons arabes, politise son effroi devant les massacres de Sabra et Chatila. Israël devient l'incarnation de l'ennemi commun. C'est bien logiquement que Genet soutient, entre autres, le terrorisme des années 1970, celui des Black Panthers et de la Bande à

Baader en particulier. Un article, « Violence et brutalité », publié le 2 septembre 1977 dans les pages du *Monde*, provoque une violente polémique. Ce défenseur des causes marginales est mort trop tôt pour considérer le sort réservé aux homosexuels soumis à la loi islamiste.

Dans les autres pays, anciennement de l'Axe, une esthétique de décombres liée à un même discours radical jouant sur la subversion sexuelle et la violence, se développe notamment autour de Pasolini en Italie et de Fassbinder en Allemagne. Le Palestinien devient alors la figure parfaite de l'opprimé sous l'influence d'une culture esthétique puisant dans différents stéréotypes : le Juif, évidemment, mais aussi le Colonisé et le Résistant. Admirer et faire l'éloge du *Fedayin* palestinien n'est cependant qu'un élément de l'esthétique qui se met en place dans ces années-là et qui alimente les composantes de l'antisionisme. La psychologisation ou l'esthétisation de la période nazie ou celle de la Collaboration achèvent de relativiser la gravité des crimes autant que les comportements qui les ont portés. Ainsi, la vérité des faits n'est plus une affaire relevant de la vérité historique mais de l'opinion. Le 29 décembre 1978, le journal *Le Monde* accorde une surface équivalente à un article de Robert Faurisson mettant en cause la réalité des chambres à gaz et à un article de Georges Wellers (premier historien de la déportation des juifs de France) affirmant, au contraire, leur réalité historique.

La rédemption du crime nazi par le crime révolutionnaire.

Le **terrorisme d'extrême gauche** (celui de la Bande à Baader en Allemagne, des Brigades rouges en Italie, de l'Armée rouge japonaise au Japon, tous pays jadis membres de l'Axe) vise Israël en tant que réincarnation fantasmée des crimes du nazisme. Pour les jeunes de ces États qui sont nés après guerre et la chute du nazisme, la **rédemption des crimes du fascisme** passe par la violence révolutionnaire qui prétend faire justice des crimes des pères en s'attaquant à des cibles dont les révolutionnaires ne veulent pas voir qu'elles sont, entre autres, des cibles juives. Que se passe-t-il ? La confluence des gauchistes avec les nationalistes arabes (d'abord révolu-

“ Les crimes commis par la génération d'après s'apparentent à une version renversée des crimes de la génération d'avant. ”

tionnaires, terroristes, et pas encore islamistes) met en scène une alliance surprenante: deux modes de pensée totalitaires progressent dans les esprits grégaires des jeunesses radicales. Parés des oripeaux de l'émancipation des humiliés, ils substituent l'émotion des images à la réflexion sur les faits. La mode révolutionnaire change de panoplie : la keffieh palestinienne remplace dans les années 1980 le poncho guevariste des années 1970. La compassion pour certaines victimes se fait au détriment des autres.

Confondant social démocratie et nazisme, la Fraction Armée Rouge mettait cependant en pleine lumière la pré-

sence d'anciens nazis dans l'appareil du pouvoir en Allemagne fédérale. Ce que Beate Klarsfeld avait mis en scène par une gifle donnée au chancelier Kiesinger, la RAF le pratiquait par l'assassinat de Hans Martin Schleyer. La dénazification n'avait pu éliminer la génération qui avait porté Hitler au pouvoir et pour cause : ce furent bien des *bataillons entiers de gens ordinaires* qui l'avaient fait élire, démocratiquement. En France, ce furent sans doute les mêmes qui chantèrent « Maréchal nous voilà » pour ensuite applaudir De Gaulle sur les Champs-Élysées, et le préfet Papon fut reconduit dans

ses œuvres par le pouvoir issu de la Résistance. Symboliquement, les actions violentes ou les crimes commis par la génération d'après s'apparentent à une version renversée des crimes de la génération d'avant. Même si ces crimes ne possèdent pas la puissance des meurtres de masse commis par le nazisme, il est stupéfiant de constater l'aveuglement de tous devant la portée symbolique de ces gestes.

Ce sont des Allemands d'extrême gauche qui trient les passagers, séparant les Juifs des non-juifs, de l'avion Airbus, d'Air France, détourné à Entebbe en juillet 1976 et libéré par un commando de l'armée israélienne. Seuls quelques figures remarquables saisissent la forfaiture symbolique de ces gestes : Hans-Joachim Klein (ancien membre de la gauche alle-

mande terroriste) le raconte dans son récit *La Mort mercenaire* (Seuil, 1980), Joschka Fischer (ancien ministre allemand des Affaires étrangères, 1998-2005) dénonce la symétrie de ces attitudes et de ces choix politiques. Le film d'Olivier Assayas *Carlos* met admirablement en scène cette confusion et cette dérive.

Le négationnisme s'inscrit dans la filiation conjuratoire de ce qui précède. Osant mettre à bas les vérités officielles, il s'inscrit dans l'impertinence radicale issue de Mai 68. Sous le masque de la contestation radicale de vérités officielles, certains font part de leur « opinion » dubitative sur la réalité des chambres à gaz. Les propos de Faurisson sont-ils antisémites quand il affirme leur non existence ? *Le Monde* tombe dans le panneau quand il affiche

sur une pleine page le 29 décembre 1978, deux textes opposés, de Fau-

risson et de l'historien Georges Wellers qui affirme l'existence des chambres à gaz. Un débat confus s'installe en France dans le moment où Israël attaque au Liban (1982) pour y déloger l'OLP. Tout se mêle dans ce grand défouloir : l'action d'Israël commence à être comparée à celle des nazis au moment même où les historiens, répondant à Faurisson et aux négationnistes, font définitivement l'ins-truction du mensonge.

C'est à l'abri de cette posture qu'il émerge une ultragauche libertaire avide de briser l'ultime tabou. Il complète et opère la fusion entre les positions, les

discours, les actions antijuives et antisio-nistes. Robert Faurisson, reçu par Ivan Levai en décembre 1980 sur Europe 1, y formule la synthèse de son discours dans une déclaration préparée à l'avance et devenue emblématique :

« Les prétendues « chambres à gaz » hitlériennes et le prétendu « génocide » des Juifs forment un seul et même mensonge historique, qui a permis une gigantesque escroquerie politico-financière dont les principaux bénéficiaires sont l'État d'Israël et le sionisme international, et dont les principales victimes sont le peuple allemand – mais non pas ses dirigeants – et le peuple palestinien tout entier ».

Tous les ingrédients sémantiques ou symboliques de la haine antijuive clas-sique fusionnent avec les mots de la haine anti-israé-lienne. Tout y est : les Juifs, rois des

escrocs, auraient inventé jusqu'à l'histoire de leur martyr afin de mieux escroquer les Allemands et les Palestiniens pour le plus grand bénéfice du sionisme interna-tional. La fusion entre la rhétorique anti-juive et le discours antisioniste ne saurait être plus limpide. Le négationnisme n'a plus pour seule fonction d'innocenter le nazisme de ses crimes : il s'inscrit dans l'argumentaire antisioniste et anti-israé-lien. Débarrassé de sa part sulfureuse, le négationnisme prend alors des cou-leurs : ce sont des libertaires ou suppo-sés tels qui rejoignent la revue anarchiste *La Vieille Taupe* pour venir conforter les

“ L'action d'Israël
commence à être comparée
à celle des nazis ”

thèses de Robert Faurisson.

Symétriquement la **fascination pour la Shoah** témoigne de l'obsession intellectuelle sur le sujet. Une part très importante de la production filmique, documentaire ou littéraire lui est consacrée. Que révèle-t-elle, sinon l'importance de la question dans l'imaginaire collectif européen et français ? La charge de culpabilité ne s'affirme pas comme telle, mais des productions témoignent de son importance : l'esthétisation de la période de Vichy, la psychologisation de la relation bourreau/victime, déplacent l'absence de travail sur l'histoire des faits. La France, à la différence d'autres États ou d'autres cultures, a longtemps, trop longtemps entretenu ses parts d'ombre au profit de mythologies ou de mémoires plus flatteuses. « *Ce passé qui ne passe pas* », pour reprendre la formule de l'historien Henri Rousso, passe-t-il mieux aujourd'hui ? Au début des années 1980, l'histoire de la Shoah, celle de la Collaboration, sont fort peu le fait d'historiens ou de chercheurs français. Le tabou sur ces questions est brisé par le film ***Le Chagrin et la Pitié*** de Marcel Ophüls, sorti au cinéma en 1971. Le mythe d'une France majoritairement résistante s'effondre. Un feuilleton américain, *Holocauste*, raconte à la télévision le destin tragique d'une famille juive en Allemagne entre les années 1930 et 1945. Cependant, le malaise demeure et, sur ces questions, des moments passionnels de crispation resurgissent de façon cyclique. La sortie en 1985 du film docu-

mentaire ***Shoah*** de **Claude Lanzmann** a projeté dans l'espace public la question posée par ce crime unique dans l'histoire, celle de **l'unicité de la Shoah**, sans percevoir l'effet *boomerang* de ce statut.

Le double mouvement de nazification d'Israël (par le gauchisme) et de mise en cause de la réalité de la Shoah (par Le Pen et l'extrême droite) va éroder l'usage éducatif des commémorations. Les accords d'Oslo apportent à Israël un relatif répit, tandis que sur le front de la mémoire, les **procès Barbie, Touvier puis Papon** forcent la conscience nationale à regarder le passé en face. Ces procès mettent en valeur les complicités, les responsabilités proprement françaises, jusque-là évacuées par le surmoi collectif incarné par le général De Gaulle et la Résistance communiste. En faisant justice 60 ans plus tard, l'État a voulu faire œuvre de pédagogie. Il faut cependant attendre le **16 juillet 1995** pour que, par la voix du président Chirac, soient enfin reconnues les responsabilités françaises dans les mesures prises contre les Juifs par le régime de Vichy. Le laisser-faire, la passivité ou, au contraire, l'héroïsme solitaire des **Justes** ont travaillé la mémoire collective autant que l'oubli collectif les avait effacés¹. Quel fut l'impact de ces procès dans la conscience collective ? C'est au nom de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité qu'ils ont pu avoir lieu. Essentiellement jugés pour des crimes commis contre des Juifs, ces procès autant que leur effet médiatique développent simultanément un effet pervers, celui de la saturation au

1. On lira à ce sujet le travail d'Anna Senik, *L'Histoire mouvementée de la reconnaissance officielle des crimes de Vichy contre les Juifs*, Paris, L'Harmattan, 2013.

service d'une seule catégorie de victimes : les Juifs.

L'omniprésence de ces questions dans le débat public a produit autant de contre-effets. Toute une littérature nourrie de morbidité s'épanouit avec un certain succès. Le prix Goncourt et le prix du roman de l'Académie française sont attribués en 2006 au roman de Jonathan Littell, *Les Bienveillantes*, dont plus de sept cent mille exemplaires sont vendus. Ce succès témoigne de cette fascination. Au sein d'une production surabondante, ce livre occupe une place particulière car c'est du point de vue du bourreau que s'exprime le narrateur. Le luxe des détails, la morbidité du récit, l'exceptionnelle documentation fait entrer le lecteur au cœur du Mal dans un étrange rapport hypnotique. Cette « *interminable écriture de l'extermination* », pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Alain Finkielkraut, a fait émerger, par la surreprésentation médiatique de la Shoah, d'autres questions liées à ce qui a été nommé **concurrence mémorielle**. Les victimes d'autres crimes ont ressenti une inégalité de traitement pour leur mémoire blessée. Les choses juives se seraient approprié une posture d'ayants droit mémoriels, excessive sinon exclusive. Tous les anciens colonisés réclament pour eux-mêmes une part symétrique de repentance. L'enseignement de ces questions s'est alors transformé en bataille idéologique, et cette concurrence victimaire a souvent connu des dérapages, dont l'effet Dieu-donné n'est pas la moindre conséquence.

Depuis une vingtaine d'années, un autre mouvement s'est donc amorcé, et c'est une autre inflation mémorielle qui a submergé l'espace public avec des productions de qualité variable et autant d'effets pervers. Ce sont d'autres revendications de reconnaissance qui sont apparues : la **concurrence des mémoires** autant que celle des victimes a ajouté une dimension nouvelle au face-à-face que la France entretient avec son passé. Des initiatives diverses, souvent animées de projets très éloignés du souci de vérité historique ont cherché à instrumenter le passé pour en faire une arme politique. Et c'est ainsi que de nouveaux indigènes seraient apparus dans la République. S'autoproclamant esclaves, battus, offensés et humiliés de toute éternité dans une France perpétuellement esclavagiste et colonialiste, ils dénoncent à tout va ce et ceux qu'ils estiment être leurs colonialistes, eux-mêmes reconduits de génération en génération. D'autres lois « mémorielles » se sont ajoutées à notre appareil législatif et judiciaire. La loi dite Taubira (2001) donne à l'esclavage et à la traite négrière le statut de crime contre l'humanité et instaure tout à la fois une journée de commémoration et l'obligation de son enseignement à l'école. Ce texte présente pourtant une particularité notable : elle limite la pratique esclavagiste à la seule Europe, effaçant d'un seul coup les responsabilités africaines ou arabes dans la traite négrière.

Toutes les minorités victimes ont fait du sort tragique de leurs ancêtres une raison revendicative autant qu'une

affirmation identitaire. Si d'autres passés doivent aussi être assumés, reconnus, les mots pour le dire sont empreints de d'une confusion au mieux innocente, au pire délibérément outrancière. Les Juifs sont accusés d'avoir raflé la mise mémorielle. Il n'y en aurait que pour eux, tandis que les crimes commis par l'armée française en Algérie relèveraient d'un statut juridique inférieur à celui des « crimes contre l'humanité ». Il y aurait une inégalité de traitement dont les Juifs tireraient profit, disent des voix peu soucieuses d'un quelconque souci de justice. Cette culture du ressentiment a fait mouche, car elle a su très habilement jouer du malheur social d'une grande partie des populations issues de l'émigration. La coïncidence de ces questions avec une actualité violente au Proche-Orient (seconde Intifada, 2000) a pesé lourd sur les identifications par procuration des uns et des autres. Trois ou quatre générations plus tard, ce sont les enfants ou petits-enfants, réels ou imaginaires, des Juifs victimes de Vichy qui se voient poursuivis, insultés ou tabassés par les enfants ou petits-enfants réels ou imaginaires des anciens colonisés de la France.

Ces facteurs se déclinent. En **1982, la première guerre du Liban** menée par Israël contre l'OLP libère une **large bouffée anti-israélienne**. L'espace public est envahi de pétitions, de placards publiés dans la presse, qui vont bien au-delà de la seule dénonciation de la politique du

“ Les Juifs sont accusés
d'avoir raflé la
mise mémorielle. ”

gouvernement d'Israël. Le journal *Témoignage chrétien* titre en une : « *Les Palestiniens dans Beyrouth comme les Juifs dans le ghetto de Varsovie* » (été 1982). Roger Garaudy est l'incarnation de cette évolution. Ancien philosophe du PCF, puis exclu du parti, passé du christianisme à l'islam, il cosigne avec le père Lelong et le pasteur Mathiot un placard publié dans *Le Monde* dénonçant « *le sens de l'agression israélienne* » au Liban au cours de l'été 1982. Dans une dialectique de poupées russes, Garaudy déduit la guerre menée par Israël de l'idéologie de son Premier ministre (Begin), celui-ci n'étant que le produit de la nature même de l'État juif, lui-même engendré par son idéologie fondatrice,

le sionisme, elle-même née du judaïsme. Le judaïsme serait donc structurellement l'agresseur des peuples arabes, et en particulier des Palestiniens.

Ce positionnement farouchement anti-israélien, antisioniste et antiju-daïque ne sera pas partagé par l'Église, bien au contraire. L'affaire du Carmel d'Auschwitz, qui dure une dizaine d'années (1980-1990), menace d'effacer la dimension proprement antijuive du camp d'extermination au profit d'une « christianisation de la mémoire ». Le 30 septembre 1997, à Drancy, les évêques de France, évoquant la Shoah, faisaient **repentance**, reconnaissant officiellement et publiquement que :

« (...) devant l'ampleur du drame et le

caractère inouï du crime, trop de pasteurs de l'Église ont, par leur silence, offensé l'Église elle-même et sa mission. Aujourd'hui, nous confessons que ce silence fut une faute. [...] Nous confessons cette faute. Nous implorons le pardon de Dieu et demandons au peuple juif d'entendre cette parole de repentance »

Quelques mois plus tard, Le Vatican produit à son tour un texte allant dans le même sens. Le 16 mars 1998, un document, approuvé par Jean-Paul II et publié par la Commission pour les relations avec le judaïsme du Vatican, reconnaît que « *l'enseignement du mépris* » a favorisé l'antisémitisme et le génocide des Juifs.

Quatrième moment : le renversement symbolique

La nazification progressive d'Israël

L'accablement d'Israël se poursuit et rebondit **en 2000** avec la **seconde Intifada**. En Europe, une extraordinaire bouffée médiatique anti-israélienne explose alors dans une surenchère de qualificatifs permettant de renvoyer la charge de culpabilité héritée de la Shoah : Israël serait coupable, à l'égard des Palestiniens, de crimes identiques à ceux commis par les Européens contre les Juifs. La déculpabilisation définitive du passé de l'Europe transite par ce processus. Une chroniqueuse d'Europe 1, Catherine Nay, prétend même que l'image du petit enfant palestinien tué dans les bras de son père en septembre 2000 au car-

refour de Netzarim à Gaza, efface symboliquement la célèbre photographie du petit Juif, les bras en l'air, mis en joue par un SS dans le ghetto de Varsovie. Les « Juifs-Israéliens », confondus en un seul raccourci, victimes autrefois de la plus grande des barbaries, se rendraient coupables à leur tour d'une barbarie aussi grande. « *Et le monde est plein de gens qui me haïssent à cause du mal qu'ils m'ont fait* », écrivait Jean-Jacques Rousseau dans une lettre (1763) adressée à Christophe de Beaumont, archevêque de Paris. On croirait ces mots pensés pour les Juifs, tant l'intérêt négatif qui leur est porté est proportionnellement inverse à ce qu'ils ont subi. Accabler Israël pour mieux se déculpabiliser des fautes commises contre les Juifs. Le film d'Eyal Sivan et Michel Khleifi, *Route 181*, qui présente la malfaisance structurelle d'Israël dans une mise en scène décalquée de Shoah, alterne sur ARTE avec la projection du film de Claude Lanzmann. La commémoration de la Shoah autorise alors la criminalisation d'Israël. Attribuer à sa victime sa propre ignominie permet d'effacer le crime.

En 2002, le quotidien *Le Monde* publie la tribune **d'Edgar Morin, Danielle Sallenave et Sami Naïr « Israël, Palestine, le cancer »** (3 juin 2002). Cette tribune formule explicitement le renversement symbolique du statut du signe juif. La victime est devenue bourreau. Le penseur de la complexité y écrit :

« On a peine à imaginer qu'une nation de fugitifs, issue du peuple le plus long-

temps persécuté dans l'histoire de l'humanité, ayant subi les pires humiliations et le pire mépris, soit capable de se transformer en deux générations en « peuple dominateur et sûr de lui » et, à l'exception d'une admirable minorité, en peuple méprisant ayant satisfaction à humilier. [...] Les Juifs d'Israël, descendants des victimes d'un apartheid nommé ghetto, ghettoisent les Palestiniens. Les Juifs qui furent humiliés, méprisés, persécutés, humilient, méprisent, persécutent les Palestiniens. Les Juifs qui furent victimes d'un ordre impitoyable imposent leur ordre impitoyable aux Palestiniens. Les Juifs victimes de l'inhumanité montrent une terrible inhumanité. Les Juifs, boucs émissaires de tous les maux, « bouc-émissarisent » Arafat et l'Autorité palestinienne, rendus responsables d'attentats qu'on les empêche d'empêcher »

Les effets de cette réprobation

Les effets publics de cette *réprobation d'Israël* (pour reprendre le titre d'un livre d'Alain Finkielkraut, 1982) ne tardent pas à se faire sentir. Dans les « quartiers » dits « sensibles », dans les banlieues, les Juifs, les lieux juifs deviennent la cible de menaces autant que de violences. A l'école, dans les collèges, le discours antijuif, les mots de la haine antijuive deviennent une attitude commune, banale dans une culture nourrie de ressentiment. Le « signe juif » est simultanément devenu la raison expiatoire

autant que la raison fantasmatique du malheur social. Cette causalité diabolique va engendrer des éruptions dont les manifestations violentes ou les tentatives de pogrom de l'été 2014 seront l'apogée. Pourtant les rapports annonciateurs n'avaient pas manqué :

En 2004, le **rapport Aubin** (du nom de son auteur, inspecteur général de l'Éducation nationale) portant sur « les signes d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires » conforte ce qui avait déjà été mis en lumière dans **Les Territoires perdus de la République** d'Emmanuel Brenner (Mille et une nuits,

2002). Ce rapport dresse un état des lieux inquiétant et pointe les prémisses de ce désastre éducatif : l'antisémitisme

est devenu monnaie courante dans les lycées et collèges, et ceci sur fond d'affirmation identitaire. Bien pire qu'une guerre israélo-palestinienne par procuration qui se déroule dans les collèges et lycées, ce sont désormais des agressions antijuives qui sont monnaie courante dans les écoles de la République. Enseigner la Shoah est considéré dans certains établissements comme une provocation « sioniste » envers certains élèves.

Un **second rapport est commandé à Jean-Christophe Rufin**, médecin, écrivain et ancien président de l'association Action contre la faim, par **Dominique de Villepin**, alors ministre de l'Intérieur. Il s'inscrit dans un chantier sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme remis

“ Le discours antijuif, les mots de la haine antijuive deviennent une attitude commune ”

le 19 octobre 2004. Le rapport précise :

« L'antisionisme radical [qui] n'est pas la simple critique conjoncturelle d'une politique mais bien une remise en cause des fondements même de l'État d'Israël, [...] une forme d'antisémitisme par procuration. [...] Israël, assimilé aux États-Unis et à la mondialisation libérale, est présenté comme un État colonial et raciste qui opprime sans fondement un peuple innocent du tiers-monde... Derrière les critiques violentes qui assimilent le sionisme au nazisme, on entend, en écho subliminal, la voix interdite mais bien relayée des terroristes islamistes qui généralisent le combat et affirment « qu'il faut attaquer les Juifs partout où ils se trouvent ».

Désormais, les expressions d'hostilité à Israël ne prennent même plus soin de travestir la haine antijuive sous des paroles progressivement antisionistes. À Paris, lors d'une manifestation dénonçant la guerre américaine en Irak le 22 mars 2003, c'est aux cris de « *Y a des Juifs là-bas !* » que des jeunes Juifs de l'Ashomer Atsaïr (mouvement de gauche sioniste favorable à la paix) sont pourchassés jusque dans leur local proche de la place de la Bastille. Au moment de l'opération israélienne « Plomb durci », menée en 2009 par Israël dans la bande de Gaza pour faire cesser les pluies de rockets qui s'abattent sur son territoire, d'immenses manifestations anti-israéliennes défilent dans Paris, en province et en Europe. À Metz,

la foule qui manifeste hurle « À la synagogue ! » sans que cela émeuve les médias ou les antiracistes français. Gaza souffre à Paris. C'est Gaza-Guernica, Gaza-ghetto de Varsovie avec la participation des leaders de la gauche de gauche, Marie-George Buffet et Olivier Besancenot, encadrés par des jeunes filles portant des voiles islamiques. À l'ombre des drapeaux du Hamas et du Hezbollah, les manifestants de gauche, transgressent le dogme des pères fondateurs : la religion ne paraît plus être *l'opium du peuple*, bien au contraire. Tant pis si Marx se retourne trois fois dans sa tombe à la vue des camarades défilant éventuellement aux côtés d'islamistes. Que se passe-t-il ? Au-delà de sa dimension grotesque, cette confluence met désormais en lumière une

alliance impensable.

“ L'antisionisme vise non seulement ce que fait Israël mais ce qu'est Israël ”

Grimés avec les oripeaux des humiliés, ils imposent l'émotion des images à

la réflexion sur les faits. La compassion pour certaines victimes se fait au détriment des autres. Personne ne descend dans la rue pour dénoncer les massacres en Syrie (qui atteignent près de 250 000 morts en septembre 2015) dont l'effet actuel sont les centaines de milliers des personnes syriennes ou irakiennes fuyant leur propres pays.

La délégitimation actuelle de l'État d'Israël

L'aboutissement de ce renversement symbolique, c'est-à-dire la « nazification » d'Israël, trouve sa représentation

dans le signe =, posé entre le svastika (la croix gammée) et l'étoile juive. Cette équivalence s'étale sur les banderoles des diverses manifestations antiaméricaines (lors de la guerre d'Irak) ou dénonçant les opérations israéliennes (celles du Liban en 2006, de Gaza en 2009 ou de l'arrêt de flottille turque en 2011). Ainsi, l'antisionisme vise non seulement ce que *fait* Israël mais ce qu'*est* Israël en tant qu'État du peuple juif devenu un nouvel État nazi.

Désormais, c'est une mise en cause radicale de la **légitimité** de l'État d'Israël et donc de son **droit à l'existence** en tant qu'État du peuple juif, qui est énoncée. La contestation de la pertinence historique de la notion de **peuple juif** (thèse de Shlomo Sand développée dans son livre *Comment le peuple juif fut inventé*) et celle de la pertinence conceptuelle des « noms » qui le composent (énoncée dans *Portées du mot juif* d'Alain Badiou) constituent les deux pièces d'un même ensemble théorique. En déniaut au mot « juif » le statut de « nom », c'est l'idée que le peuple, qui prétend réunir cet ensemble de « noms », ne possède pas de fondement, pas plus théorique que réel, et constitue une idée fausse, une impos-

ture politique. En conséquence, l'État qui les rassemble n'a ni lieu d'être, ni le droit d'être.

Un retour du balancier ?

Les attentats de janvier 2015 en France puis à Copenhague, les crimes islamistes, ont pesé lourd dans la perception ces menaces nouvelles. Après l'émotion et la sidération, un temps de réflexion s'est imposé. Tous les commentateurs ont d'abord écarquillé leurs yeux puis y sont allés de profession de foi : il fallait tout repenser, de l'identité, de l'antiracisme, de l'islam, de la laïcité et puis le couvercle n'a pas tardé à retomber. La refonte intellectuelle tarde à venir tant les catégories d'analyse obéissent à des schémas confortables et préconstruits. Que reste-t-il de cet élan mobilisateur ? Que reste-t-il de l'union face à l'ennemi ? Que reste-t-il de cette volonté de tout repenser ? Pour faire la guerre, pour affirmer une volonté de la gagner, quelques conditions préalables précèdent le choix des armes. La première de ces conditions est d'avoir les idées claires en tentant d'abord de clarifier des zones d'ombres. Elles sont multiples.

Chronologie des attaques islamistes commises en France depuis Janvier 2015 (Charlie hebdo) au Thalys (Aout 2015)

L'attaque à bord du train **Thalys** effectuant le trajet Amsterdam-Bruxelles-Paris, le vendredi **21 aout 2015**, où un carnage a été évité grâce à l'intervention courageuse de trois jeunes touristes américains, fait suite à plusieurs autres attaques commises ou déjouées en France depuis les attentats islamistes de janvier contre Charlie Hebdo et le supermarché parisien Hyper Cacher (17 morts).

Les 7-9 janvier 2015 : les frères Chérif et Saïd Kouachi, se revendiquant d'Al Qaïda dans la péninsule arabe (Aqpa), abattent 12 personnes le 7 janvier au siège de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo à Paris, dont le directeur du journal, plusieurs de ses caricaturistes vedettes et deux policiers. Les frères Kouachi s'enfuient et sont tués deux jours après par les forces de police.

Le 8 janvier : Amedy Coulibaly, se revendiquant du groupe Etat islamique, tue une policière et blesse un agent municipal à Montrouge au sud de Paris. Le 9 janvier, il prend en otages les clients et employés d'un supermarché casher de Paris et tue quatre d'entre eux, tous juifs, avant d'être abattu par la police simultanément avec les frères Kouachi.

Le 13 janvier : un jihadiste présumé de 23 ans, converti à l'islam, appréhendé en novembre 2014 lors d'un coup de filet à Saint-Pierre-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) et suspecté d'appartenir à une

filière vers la Syrie, menace de mort un policier à Elbeuf.

Le 3 février : à Nice, trois militaires en faction devant un centre communautaire juif sont agressés au couteau. L'assaillant, Moussa Coulibaly, 30 ans, demeurant à Mantes-la-Jolie (Yvelines), est aussitôt arrêté. Il exprime en garde à vue sa haine de la France, de la police, des militaires et des juifs.

Les 14 et 15 février 2015 à Copenhague : deux attaques terroristes islamistes sont perpétrées dans la capitale du Danemark. La première le 14 février, se produit lors d'une conférence publique dont le thème est « Art, blasphème et liberté d'expression », organisée pour rendre hommage aux victimes de l'attentat contre Charlie Hebdo du 7 janvier 2015. L'artiste Lars Vilks serait la principale cible de la fusillade. Les autres personnalités présentes sont la cofondatrice du mouvement féministe Femen, Inna Shevchenko, le député Jette Plesner Dali du Parti populaire danois et François Zimeray, l'ambassadeur de France au Danemark. Le réalisateur Finn Nørgaard est tué et trois policiers sont blessés. La seconde a lieu le 15 février à la grande synagogue de Copenhague. Le même terroriste tue une personne de garde et en blesse deux. Il est abattu par la police quatre heures plus tard.

Le 19 avril : Sid Ahmed Ghlam, étudiant algérien en informatique, est arrêté à Paris, soupçonné d'avoir tué une jeune femme, Aurélie Chatelain, et préparé un attentat imminent contre une église de Villejuif dans la banlieue sud de Paris. En possession d'armes de guerre, il était connu des services de renseignement pour avoir basculé dans l'islam radical. Il concèdera avoir évoqué d'autres actions notamment contre un train, avec l'objectif de « tuer 150 mécréants », ou la basilique du Sacré-Coeur à Paris.

Le 26 juin : Yassin Salhi tue et décapite son patron Hervé Cornara à Chassieu (Rhône) puis, brandissant des drapeaux islamistes, tente de faire exploser l'usine Air Products de Saint-Quentin-Fallavier (Isère), en précipitant son fourgon contre des bouteilles de gaz avant d'être arrêté.

Le 13 juillet : quatre jeunes de 16 à 23 ans, dont un ancien militaire, soupçonnés de projeter l'attaque du camp militaire de Fort Béar, à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) et la décapitation filmée d'un officier au nom du jihad, sont arrêtés. Ils revendiquent leur engagement jihadiste aux côtés de l'État islamique.

Le 21 août : un carnage est évité dans un train Thalys reliant Amsterdam à Paris lorsque trois jeunes Américains maîtrisent un homme lourdement armé. L'assaillant interpellé, un marocain de 25 ans, Ayoub El Khazzani, avait déjà

été signalé comme islamiste radical par les autorités espagnoles aux services français. Le Premier ministre belge Charles Michel évoque aussitôt une « attaque terroriste ».

A cette liste déjà longue du terrorisme islamiste en Europe, il faut ajouter les attaques en Tunisie visant des touristes occidentaux ou actes de barbarie commis contre des personnes ou des lieux considérés comme impies ou non musulmans. Nous devons rappeler :

- Le massacre sur la plage d'un hôtel de **Sousse le 26 juin 2015** fait 38 victimes dont une majorité de touristes occidentaux. Il fait suite à l'attaque contre le **musée du Bardo** à Tunis commise le 18 mars 2015 et ayant fait 24 victimes. L'attaque a été revendiquée par l'État islamique.

Le paysage serait incomplet si on ne mentionnait pas le reste du chaos régnant dans le monde arabo musulman dans les lambeaux de l'Irak, en Syrie, en Libye, dans le Sinaï. Les massacres de civils commis à la fois par les fidèles de Bachar Assad que par ses divers opposants, continuent tandis que les destructions par l'État islamique de l'antique cité de **Palmyre** et le supplice subi par un érudit syrien directeur des antiquités, Mr. Khaled Al-Asaad, considéré comme le plus grand expert mondial de la cité ajoute à une horreur sans cesse renouvelée.

CHAPITRE

2

L'ISLAMISME COMME NOUVELLE
MENACE TOTALITAIRE

**Ce nouveau vecteur de
l'antisémitisme a désormais
élargi ces cibles**

L'actualité immédiate paraît marquer une pause dans la mise à l'index d'Israël tant les violences commises par les islamistes dans le monde arabe et musulman, (massacres barbares commis en Syrie, en Irak, violences en Tunisie, en Libye), en Amérique (11 Septembre 2001) ou en Europe (attentats de Londres et de Madrid en 2005, bombes au marathon de Boston en 2013, assassinat sauvage à Londres d'un soldat, attentats de Bruxelles, de Paris de janvier 2015, de Copenhague) donnent du monde arabe et musulman une image chaotique et barbare. Le prix payé par les démocrates algériens, les journalistes, les intellectuels assassinés par les islamistes des GIA ou du FIS, n'est pas pris en compte par les opinions en Occident tant elles sont sidérées par cette violence nouvelle. En contrepoint la démocratie d'Israël paraît bien plus paisible voire sympathique. Il n'en demeure pas moins que l'action de boycott d'Israël ou des produits israéliens semble rencontrer une certaine légitimité « progressiste » chez ceux qui considèrent cet Etat comme impérialiste, colonisa-

teur et oppressif.

Tandis que la présence de l'islam en France et en Europe est souvent perçue comme intrusive ou aggressive, l'expression médiatique nuance les jugements des années précédentes portés sur l'Etat des Juifs. Israël n'apparaît plus comme le méchant absolu. L'islam fait peur et la multiplication des violences attribuées aux islamistes opère désormais comme un repoussoir.

Les derniers attentats de janvier 2015 à Paris contre Charlie hebdo et le magasin casher n'ont fait qu'aggraver ce sentiment. Par ailleurs, la réémergence publique en France d'une parole aussi antijuive qu'antisioniste de la part d'une ultra-droite renaisante apparaît aussi comme un signe menaçant.

“ Une guerre a été déclarée
contre la France par
l'islamisme radical ”

Un retour du balancier ?

Le Président de la République, François Hollande, l'a déclaré, le Premier Ministre, Manuel Valls, l'a répété « *une guerre a été déclarée contre la France par l'islamisme radical* ». Avec les massacres de Charlie hebdo du 7 janvier 2015 et du magasin casher du 9 janvier ce sont dix sept personnes qui sont tombées sous les balles des tueurs. Le 11 janvier un

immense rassemblement avait descendre dans la rue près de quatre millions de personnes pour dire leur refus de cette barbarie.

Qui est l'ennemi ?

En se rendant à Davos, au forum économique, le président Hollande a essentiellement consacré son intervention à la « *menace terroriste* » sans la qualifier davantage. Une semaine après le massacre de Charlie ce retrait du qualificatif « *islamiste* » avait de quoi surprendre. La présence d'investisseurs venant du Qatar ou du Golfe aurait-elle été à l'origine de cette prudence rhétorique ? Depuis le 11 septembre 2001, avec la destruction des tours de Manhattan par des avions kamikazes, l'islam radical a déclaré la guerre à tout ce qui n'est pas lui. Cette date pour symbolique qu'elle soit ne doit pas occulter ce qui l'a précédé. La révolution islamique en Iran (1979) suivie de l'instauration de la République islamique marque le début de l'offensive de l'islam radical. Bien que d'origine chiite il sert de référent sinon d'inspiration à tous les mouvements radicaux du monde sunnite. L'échec des projets plus ou moins inspirés par un modèle socialiste arabe des Baas syrien ou irakien, FLN algérien, Destour tunisien, nassérien, a promu l'islam comme force politique. Pour anti dictatoriale qu'elle fut à ses débuts, la révolution iranienne fut gagnée en fin de compte par les ayatollah chiites, après avoir liquidé tous ses alliés communistes ou démocrates. Ce que les Frères Musulmans (sunnites) ont tenté

et échoué en Egypte, l'Iran de Khomeini puis de Khaménei l'ont réussi en Perse. A travers leurs clones respectifs Hezbollah et Hamas, la concurrence des islams n'en atténue pas moins, bien au contraire, l'agressivité contre Israël et l'Occident. La nébuleuse est compliquée sous des sigles différents : Etat islamique, Daesh, Al Qaida, AQMI, dont les nominations varient au gré des origines tribales ou religieuses des uns et des autres. La guerre pour le leadership en islam n'est pas terminée.

Nommer l'ennemi

Les tueurs de Charlie hebdo et de l'hyper marché casher de Vincennes ne sont pas des « *terroristes* » anonymes. Ils appartiennent sans doute à un réseau informel mais uni par une idéologie commune. Réduire leur nomination uniquement par le mot « *terroriste* » c'est s'interdire de regarder la menace en face en ne la nommant pas. Ce terrorisme là s'affirme musulman, se revendique tel, il invoque « *Allah* » avant de tirer et de tuer. Affirmer le contraire procède certes d'une louable intention théologique, mais dénie au réel sa réalité. Celui qui prétend « *venger le prophète* » ne ment pas sur les fondements de ses intentions même si celles-ci ne correspondent pas aux canons d'un islam défendu par des imams éclairés et savants. C'est la même inspiration, ce sont les mêmes cris qui sont prononcés par les coupeurs de tête des otages occidentaux en Irak et de Syrie. Ce sont les mêmes qui ont assassiné trois adolescents juifs en Israël en

juin 2014. C'est le même jouisseur de mort qui a tué des enfants juifs à Toulouse et au musée juif de Bruxelles, au nom d'Allah et de la Palestine.

La confluence du discours religieux et du projet politique s'incarne dans la défense de la cause palestinienne. Le troisième lieu saint de l'islam trouve ici sa fonction politique et sa mise en forme : l'appel au jihad contre les Juifs, les Croisés et les mécréants trouve en Palestine sa terre d'élection et de combat. Si la *maison de la guerre* se trouve en occident la *maison de l'islam* se retrouve en Palestine « occupée » et doit en expulser les Juifs qui l'ont usurpée. Le passage

du conflit politique au religieux transite par ce lieu symbolique représenté par la mosquée Al Aqsa. L'illusion fut de croire dans les

années 70, que l'inspiration communiste allait l'emporter sur le fondamentalisme religieux, le jihadisme. L'idéologie qui a inspiré les poseurs de bombes de Madrid, de Londres, de Boston puis de Paris est le produit de cette rencontre. Ce sont les mêmes imprécations qui ont accompagné les gestes du tueur de Sidney et de l'agresseur des policiers à Joué-les-Tours. Étaient-ils seulement des malades mentaux comme certains l'ont affirmé afin sans doute de « ne pas faire d'amalgame » ? Ce sont les mêmes individus que la France combat au Mali, en Afghanistan, en Irak. Ce sont les mêmes qu'Israël affronte à Gaza. Ils se nom-

ment Califat Islamique, Boko Haram en Afrique, Chebab somaliens, Hamas à Gaza ou Hezbollah au Liban. Cette hydre à tête multiple a un socle culturel ou idéologique commun tiré d'une lecture archaïque des préceptes coraniques. S'il n'est pas question ici d'en faire l'exégèse on ne peut que mettre en lumière et en valeur la lecture éclairée et tolérante que d'autres fidèles musulmans peuvent en faire. Certains des adeptes autant que les penseurs de la troisième religion monothéiste, (par ordre d'apparition historique) tentent d'extirper de son sein ce qui de l'intérieur de l'islam nourrit cette rage meurtrière. Abdenour

“ L'appel au jihad contre les Juifs, les Croisés et les mécréants trouve en Palestine sa terre d'élection et de combat. ”

Bidar, Abdelwahab Medeb, Tareq Obrou, l'imam Chalghoumi, font partie de ceux qui (en Occident) questionnent et inter-

pellent ceux qui se réclament de l'islam pour proposer une lecture du texte coranique éloignée de son interprétation littérale. Cette nouvelle lecture des textes sacrés permettrait une réforme de l'application de la charia (la loi coranique) telle qu'elle est formulée dans sa version originelle.

Quelle est la nature de cette guerre ?

La fin du communisme symbolisée par la chute du mur de Berlin, puis la décomposition de l'Union Soviétique a bouleversé la donne politique précédente.

Après avoir espéré la paix universelle dans une mythique « **fin de l'histoire** » telle que l'espérait l'historien **Francis Fukuyama**, voilà que c'est le « **choc des civilisations** » anticipée par **Samuel Huntington** qui désormais se profile à l'horizon et c'est tant pis pour tous ceux qui avaient cru voir dans les « printemps arabes », l'aube d'un nouvel avenir radieux démocratique. Pour les illusions de tous, c'est l'hiver islamiste qui succéda au printemps, mais le déni idéologique du réel reste tel, chez certains, en particulier à gauche, qu'ils s'acharnent à chercher une raison extérieure à ce désastre. Il portait jadis les noms successifs de « colonialisme » ou « d'impérialisme américain ». Il porte désormais le nom « d'Israël ». Cette explication magique des maux de l'histoire arabe est toujours à l'œuvre chez ceux la mêmes qui avaient fait du matérialisme scientifique et des outils de la raison, la mécanique intime de leur pensée.

On ne gagnera pas en lucidité à cultiver l'évitement et à élaborer des périphrases ou d'autres éléments de langage euphémisés destinés à éviter de nommer l'ennemi. Recommander de dire « Daesh » plutôt que « Etat islamique », comme le suggérait le Quai d'Orsay, pour ménager les susceptibilités des musulmans relève d'une prudence dont les musulmans lucides ne s'embarrassent pas. L'acharnement mis par certains à ne pas prendre en compte la part islamique de l'islamisme relève de la volonté de ne pas voir la source du mal. Il ne s'agit pas de faire l'exégèse des textes issus du

Coran mais bien plutôt d'analyser ce que certains font dire à ces textes et l'accusation d'islamophobie portée contre ceux qui osent faire cette démarche est dès lors vide de contenu.

Il y a bien une géopolitique de cette guerre qui se mène sur des fronts multiples à la fois théoriques et pratiques. Si la police, l'armée, les services de renseignement traquent cette menace tentaculaire, essaient d'anticiper ses coups, c'est aussi par un travail, trop tardif, de déconstruction théorique, psychologique, sémantique et lexical, juridique, que peuvent s'inventer des outils ou des armes de contre offensive.

Stratégie de la guerre asymétrique

Cette guerre est dite « asymétrique ». En effet, il n'a suffi que de quatre personnes déterminées pour imposer à un pays entier leur propre agenda. En soumettant pendant trois jours, la France à leur projet, à leur logique et en acceptant de faire le sacrifice de leurs vies pour défendre leur cause, les jihadistes de janvier 2015, nés en France, deviennent d'une part des martyrs de leur cause, d'autre part obligent leurs victimes à se questionner. Pourquoi nous haïssent-ils ? Pourquoi sont-ils prêts à mourir pour nous tuer ? Que leur avons nous fait pour mériter cela ? La force du jihadisme est toute entière contenue dans cette méthode de combat.

Culpabiliser la victime tout en la tuant. Mourir en donnant la mort

Faire le sacrifice de soi pour tuer l'autre. Ce qui dans la psychologie occidentale va être nommé « attentat suicide » n'est pas dans le cas jihadiste une démarche suicidaire. La bombe humaine jouit en se faisant exploser puisque le paradis promis est garni de 70 vierges qui l'attendent. Dans la psychologie de l'Occident suicide signifie désespoir accompagné de tous les attributs sociaux : misère, solitude etc. Rien de tout cela n'existe dans le fonctionnement psychique de celui qui va se tuer en tuant. Il jubile de sa mort prochaine. Ici la dissymétrie des fonctionnements joue totalement en faveur du jihadiste. Cette logique se renverse dès lors que le combattant de l'islam se met en scène, un glaive à la main pour cisailer la gorge d'un homme à genoux. Ces images filmées ont révolté, à l'inverse de la bombe humaine qui questionne autant qu'elle terrifie.

Qualifier l'agression présente : Jihad et crime contre l'humanité

Qu'est ce que le **jihad** ? Cette guerre « sainte » promet le paradis à celui qui pourchasse et anéantit les infidèles, les apostats, les non musulmans. Il s'agit de cette forme spécifique de guerre commise au nom de l'islam, visant à l'extermination ou la réduction en esclavage de populations pour la seule raison de

leur identité. Le jihad, présenté dans un premier temps comme une ascèse spirituelle, un travail sur soi visant à une communion spirituelle avec le divin, a laissé place à sa forme politique telle que nous la voyons aujourd'hui à l'œuvre.

Qu'est ce qui définit le crime contre l'humanité ? Qu'est ce qui caractérise ce crime ? Cette notion de droit, établie après les jugements des crimes nazis au procès de Nuremberg caractérise les crimes de masse commis contre des personnes au nom de leur origine, ethnique, religieuse, politique. Il s'agit de crimes commis contre des personnes au nom de ce qu'elles sont, de leur identité, de leur appartenance, de leur religion ou de leur croyance. Les femmes yezidi vendues comme esclaves sexuelles en Syrie sont l'exemple le plus évident de ces crimes contre l'humanité.

Le jihad (tel qu'il est invoqué et pratiqué par certains groupes islamistes) s'inscrit dans cette définition pénale du crime contre l'humanité. Inscrire le jihad dans la catégorie des crimes contre l'humanité constituerait déjà un fort coup de semonce contre tous ceux qui habillent leurs crimes du masque d'une différence culturelle. Aucune religion ne saurait se prétendre telle si elle devait servir d'alibi de la barbarie a estimé le Président Obama. Le dire haut et fort, au nom de principes universels, permettrait de faire un tri entre ceux qui partagent cette idée d'un universel commun pour une humanité commune et ceux qui refusent cette idée d'une communauté humaine acceptant des règles obéissant à des lois universelles.

Inscrire le jihad dans la notion de « crime contre l'humanité », oser le faire au nom du droit, constitue une arme intellectuelle contre cette entreprise qui se protège au nom de sa différence culturelle. Quand à Durban en 2001 puis en 2009 à Genève, l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique) tenta d'imposer l'idée que l'islamophobie, le blasphème et la diffamation des religions, constituaient autant de catégories du racisme, c'est l'offensive islamiste qui tentait de se doter de bases juridiques. En 1975 une autre tentative l'avait précédée. Une motion de l'ONU tenta de qualifier le sionisme comme un racisme.

Abrogée en 1991 par la même assemblée générale, l'OCI tenta d'abord au Conseil des droits de l'homme puis à la Commission des droits de l'homme siégeant à Genève des offensives identiques. Tout ceci participe d'un même projet : imposer au monde entier une vision islamique des rapports humains. Déclinée, proposée ou énoncée par divers porte-paroles très qualifiés en matière de droits de l'homme, Ahmadinedjad (l'ancien président iranien) ou bien encore Jean Ziegler, (l'autre ineffable conseiller du dictateur éthiopien Mengistu), ces tentatives ont jusqu'à présent marqué le pas. Elles ont l'avenir devant elles.

CHAPITRE

3

DEFINIR : QU'EST CE QU'UN ACTE
ANTISEMITE ?

Pour répondre à cette question il importe de la resituer dans les différents moments du rapport au signe juif. Celui-ci a considérablement évolué. Les marqueurs de sympathie ou de rejet n'ont cessé de bouger au fil de cette relation. Ils instruisent une histoire en filigrane de l'histoire apparente. Depuis la Libération, voilà près de soixante dix années que en France, l'actualité est régulièrement troublée par des accès de fièvre autour du « signe juif ».

Le transfert d'identifications par procuration qui s'est effectué depuis la guerre des six jours (1967)

conforté par la redéfinition de la politique de la France

autant que les déclarations du général de Gaulle à l'encontre du « *peuple sur de lui même et dominateur* » (novembre 1967) ont fait dire à Raymond Aron que « *le temps du soupçon* » s'est installé à l'égard des Juifs.

Inversement, la cause palestinienne paraît réunir les dernières composantes d'un tiers-mondisme essoufflé. Le mouvement de sympathie qui l'entoure rassemble des composantes aussi hétéroclites que ceux qui les soutiennent. Extrême gauche et extrême droite communient dans une même détestation dont le tandem Dieudonné Soral est la figure abou-

tie. De Stéphane Hessel à Edgard Morin, de Faurisson aux Identitaires néo nazis ou aux Indigènes de la République, tous ont fait de l'Etat d'Israël la cause essentielle des malheurs du monde. L'antiséonisme paraît être la dernière passion idéologique mobilisatrice. « Sioniste » est devenu un qualificatif répulsif.

Ces éruptions de violences verbales ou physiques, ces paroles lâchées, ces slogans hurlés, ces textes diffusés sont désormais repérés et étudiés. Deux observatoires (le SPCJ, Service de Protection de la Communauté Juive), les

comptabilisent et recourent leurs informations avec celles du Ministère

“ « Sioniste » est devenu
un qualificatif répulsif. ”

de l'Intérieur. Une typologie de ces faits comptabilisés et classifiés a été construite autour d'une nomenclature qu'on ne pensait pas devoir imaginer, un jour, en France. Voilà que ces faits font désormais partie de notre paysage, que nous nous y habituons. Voilà que l'agression d'un juif portant une kippa fait partie des faits divers quotidiens. Serions-nous devenus paranoïaques ? Serions-nous devenus paranoïaques au point de considérer comme antisémites ces actes ou ces paroles qui envahissent notre environnement quotidien ? Quand dans les cours d'écoles, on se traite de « juif », entre

gamins, comment penser cette désignation péjorative, disqualifiante ? Comment s'est-elle mise en place ? Quelle est la valeur de ce terme ? N'y aurait-il pas un usage abusif du qualificatif « antisémitisme » pour qualifier cette banalité nous suggèrent certains responsables de l'éducation nationale soucieux de paix civile ? N'y aurait-il pas au contraire une corruption telle de la valeur des mots et des faits qui rende banale aujourd'hui cette pollution des esprits ?

Deux exemples lus dans la presse grand public du printemps 2014 révèlent cette banalisation et cette confusion :

1 - Interview du footballeur Nicolas Anelka dans le journal gratuit *Métro* en date du vendredi 4 avril 2014, à propos de son amitié pour Dieudonné :

« Les personnes qui ont fait ces gros titres ne connaissent pas ma vie, ni mes fréquentations. Ils ne savent pas que je suis super pote avec Thomas Blumenthal (comédien dans *La crème de la crème*, Ndlr), que mes voisins qui viennent tout le temps chez moi à Paris le sont aussi, etc. » « (...) Dieudonné est un frère... Et ce n'est pas un politicien ! » (...) « C'était un ami, c'est devenu un frère aujourd'hui ! Le tribunal m'a demandé s'il restait mon ami, j'ai répondu oui, évidemment. C'est un humoriste, pas un politicien. Il demeure pour moi le meilleur de France. Ils sont nombreux à le penser mais, de peur de perdre le boulot ou autre, ils n'osent pas le dire. Pas

évident de soutenir celui qui a été l'ennemi public numéro un ! ».

Question : *Tony Parker et Mamadou Sakho, pris en photo en train de faire la quenelle avec Dieudonné, se sont excusés et ont dénoncé l'amalgame.*

« Chacun choisit son camp. Ils sont libres de le faire et ce n'est pas à moi de juger. Je fais partie des vrais, les gens le savent. Quand je me bats pour quelqu'un, je le fais à fond. ».

Question : *Anti-système mais pas anti-système...*

« Et je n'ai jamais dit que mon geste était anti-système, simplement que le geste l'était ».

Question : *Dans le combat face à Dieudonné, Manuel Valls, alors ministre de l'Intérieur, a été très offensif...*

« Oui, j'ai suivi cela avec un peu de retard... Il n'est pas très méchant ! Je pense plutôt qu'il a été sous l'influence de sa femme (Anne Gravoin, Ndlr) sur cette affaire de quenelle. ».

Faut-il rappeler ici que l'ex amuseur Dieudonné est devenu un homme politique, lié au Front National, dont les spectacles meetings furent interdits par décision du Conseil d'Etat sollicité par le Ministre de l'intérieur l'hiver 2013-2014 pour incitation à la haine raciale.

Alain Soral, leader du groupe « *Identité et réconciliation* » son colistier candidat aux élections européennes de 2009 (liste Euro-Palestine et liste Anti-Sioniste) affiche sur son site ses héros de référence : Ahmadinedjad, Hugo Chavez, Vladimir Poutine, Fidel Castro, Kadhafi... et Jeanne d'Arc. L'antisémitisme fardé est son fond de commerce intellectuel).

2 - Deuxième exemple. Les succès du FN aux élections municipales ont brutalement mobilisé toutes les consciences républicaines assoupies. Au nom de la lutte anti FN, *Le Monde* rapporte dans son édition des 30/31 mars derniers un article titré « *les artistes divisés face au FN* » en particulier les propos du directeur du festival de photojournalisme de Perpignan, Jean François Leroy : « *me laissera-t-il travailler,*

si on me dit que je ne peux pas faire ce sujet parce que trop propalestinien ou trop anti russe ? » Celui qui est visé comme menace est Louis Alliot candidat FN à la mairie d'Avignon. Comment analyser le non-dit de ce propos ? Le directeur, de gauche, du Festival de Perpignan dénonce la menace potentielle que l'extrême droite ferait peser sur sa programmation. Elle « *interdirait un film propalestinien* » donc un film correspondant aux critères politiques de gauche. Et qui s'y pourrait s'y opposer sinon l'extrême droite bien évidemment pro Israël. L'implicite de ce propos est de mettre un signe = entre FN et Israël. Cet homme de gauche et très

probablement anti antisémite, s'autorise une équivalence irrecevable.

Serions-nous hors sujet ? Surement pas. Ces exemples illustrent d'une part la doxa dominante : celle qui dénonce l'antisémitisme (celui de Dieudonné) le qualifie de trublion anti système, d'impertinent provocateur, certes excessif pour certains, mais qui simultanément assigne à la cible des attaques de Dieudonné (cad Israël) une qualification d'extrême droite. En contrepoint, la position pro palestinienne serait à l'évidence parée des atours du progrès et de l'émancipation des peuples souffrants en lutte pour leur émancipation.

Ainsi se trouvent posés tous les masques sémantiques, les dispositifs rhétoriques qualificatifs pour dire où est le Bien et où est le Mal. Cependant quand le mal est

trop manifestement trop insupportable il paraît urgent de lui ôter sa part de motivation antijuive pour le transformer en fait divers et en atténuer la violence symbolique ou réelle.

Quelques autres exemples passés complètent le tableau des confusions :

- **En octobre 1980** une bombe explose devant la **synagogue de la rue Copernic** et « *l'attentat qui visait des juifs a tué des français innocents* » devait rapporter le 1^{er} ministre de l'époque, Raymond Barre. Cet attentat, très explicitement anti juif par sa cible

visée, aurait-il été plus acceptable s'il avait atteint son but initial sans faire de dégâts collatéraux ? Initialement attribué à l'extrême droite (active à l'époque) il faudra attendre longtemps pour identifier les auteurs réels, palestiniens. Quand le geste antijuif est manifeste, les indignations sont mobilisées à plus forte raison quand les auteurs sont politiquement perçus comme d'extrême droite. La profanation du cimetière juif de Carpentras en mai 1990 provoqua une immense indignation et mobilisation parce que immédiatement attribuée à l'extrême droite néo nazie.

- Le rapt aussi crapuleux qu'antijuif, puis l'assassinat après tortures d'**Ilan Halimi** en janvier 2006 ne mobilisa que fort peu de monde dans la rue. La qualification d'antisémitisme comme qualité aggravante du crime mit du temps à être reconnue par la justice tant il paraissait plus commode de ne retenir que l'hypothèse crapuleuse. Enfin les assassinats de trois enfants juifs à Toulouse, du père de deux d'entre eux ainsi que l'assassinat de trois soldats français commis par **Mohamed Merah** en mars 2012, pour « *venger la mort d'enfants palestiniens* », traduisent de la manière la plus dramatique le passage des mots aux actes. Loin d'avoir constitué un geste repoussoir, les crimes de Merah lui ont aussi, pour certains *jeunes-des-banlieues-issus-de-la-diversité* conféré le statut de héros vengeur.

Par contre, **en mars 2011, l'assassinat au couteau de cinq membres d'une**

même famille, les Fogiel, les parents et trois enfants, à Itamar en Cisjordanie provoque des commentaires encore plus circonspects : les victimes sont des « colons ». L'horreur des gestes du crime, l'extrême violence qui n'épargne pas des bébés méritait un alibi dans le commentaire. Le journal **Le Monde**, sous la plume de son correspondant local, Laurent Zecchini, formulait l'hypothèse d'un règlement de compte financier ayant mal tourné avec un ouvrier thaïlandais qui se serait ainsi vengé. Aucun commentaire d'excuse ne sera formulé par *Le Monde* pour cette hypothèse fautive, après l'arrestation des tueurs palestiniens.

Le déni du « caractère antisémite » du nouvel antisémitisme

La question du « caractère antisémite » d'un discours, d'un acte, est devenue aujourd'hui une question fondamentale voire principielle tant le « signe juif » ou ce qui lui est corrélé, reste en France et en Europe, un objet problématique. Dans la fascination ou dans la répulsion, le « signe juif » occupe une place centrale dans l'air du temps. Le trouble, la confusion conceptuelle des mots qui le commentent sont au centre de la dernière grande passion intellectuelle française. Pour des raisons qui tiennent à son histoire récente (Vichy, la guerre d'Algérie) ou à sa sociologie (présence de la plus grande communauté juive et de la plus grande population arabo musulmane d'Europe) le « signe juif » croise aujourd'hui l'écho d'une

autre actualité différée dans le temps et l'espace. Le conflit israélo arabe se rejoue en banlieue autant que dans ses représentations imaginaires. Lié bien évidemment à Israël et au conflit israélo arabe ou israélo palestinien, voilà que le « signe juif » doit aussi être lu dans son acception « sioniste ». C'est autour de ce mot dont que se rejouent des passions troubles ou différées. Une position antisio-niste est-elle pour autant antisémite ? N'est elle que son masque acceptable parce qu'idéologiquement conforme à l'idéologie dominante ?

Comme l'écrivait le philosophe Vladimir Jankélévitch dans « *Quelque part dans l'inachevé* », (entretiens avec Béatrice Berlowitz, Gallimard, 1978) : « *L'antisionisme est la trouvaille miraculeuse, l'aubaine providentielle qui réconcilie la gauche anti-impérialiste et la droite antisémite ; l'antisionisme donne la permission d'être démocratiquement anti-sémite. Qui dit mieux ? Il est désormais possible de haïr les juifs au nom du progressisme ! Il y a de quoi avoir le vertige. Ce renversement bienvenu, cette introuvable inversion ne peuvent qu'enfermer Israël dans une nouvelle solitude. Car le fait que la Droite ait toujours haï et persécuté les juifs est une chose normale et presque rassurante, puisqu'elle est en quelque sorte née pour cela. C'est sa vocation et sa profession. Tout est donc dans l'ordre. Mais avoir perdu l'appui de la Gauche, cela ressemble à un châtement métaphysique ! Oui, elle*

“ L'antisionisme donne la permission d'être démocratiquement anti-sémite. ”

est très difficile à porter, cette ironie cruelle du renversement : devoir mendier appuis et alliances auprès de ceux qui ont toujours détesté les juifs et qui aujourd'hui trouvent un avantage tactique à soutenir Israël, voilà l'ironie tragique par excellence. Pourquoi fallait-il qu'elle fût réservée aux survivants d'Auschwitz ? ».

Traiter de ces questions au plus près, avec le maximum de justesse, de précision et de finesse paraît intellectuellement indispensable. Tout est encore une fois question de définition. Jamais le mésusage des mots n'a eu autant de conséquences aussi dramatiques.

Comment analyser ces quelques exemples ? Autour de quels axes théoriques peut on organiser ces discours de déni du fait antijuif :

1 – Dénier au réel sa réalité. Refuser de voir la réalité pour ce qu'elle est et de la nommer. Citons en exemple, le refus de Lionel Jospin de prendre la mesure de la vague antijuive des années 2000. Refus de qualifier les faits. Mise en équivalence des violences qualifiées de « *violences intercommunautaires* ». Ce déni idéologique des faits a sa cohérence : on ne saurait soupçonner de racisme ceux qui ont été les victimes réels et symboliques du racisme français, colonial etc.

2 – Repositionner politiquement les divers acteurs. L'héritage de culpabi-

lité né de la guerre d'Algérie pèse lourd dans la perception de « l'arabe », de l'immigré, devenu « beur » victime du racisme blanc. Toute une mythologie « progressiste » a construit un imaginaire dont les représentations se télescopent : la figure juive, victime du nazisme change de statut symbolique en devenant soutien d'un Israël vainqueur et conquérant. La figure de « l'arabe (algérien) victime » de la colonisation française se confond avec celle du « palestinien » figure symbolique de l'opprimé d'un colonialisme identique.

3 – Quand le crime est trop terrible il faut lui ôter sa part d'antisémitisme. Banaliser le crime antijuif pour le réduire à un fait divers crapuleux : exemple la non qualification par la justice (dans un premier temps) de sa part antisémite dans les motivations des assassins d'Ilan Halimi. L'assassinat de Sébastien Selam en novembre 2003, un jeune DJ juif par son camarade arabe n'a suscité que fort peu de commentaires alors que tous les signes d'un passage à l'acte antijuif sont avérés.

4 – Camoufler sous la liberté d'expression et l'impertinence artistique, l'insolence et les excès de l'artiste qui en tant qu'artiste peut tout dire. Il a fallu que Manuel Valls dénonce le scandale des spectacles de Dieudonné pour qu'on prenne la mesure de ce qui était dit.

5 – Disqualifier la victime juive en la présentant comme « d'extrême droite » (cf Israël) ou utiliser le qualifica-

tif disqualifiant « sioniste » ou « colon ».

Exemple : l'assassinat de la famille Fogiel installée dans une « colonie » ; (Cf titre du Monde en 2002 qualifiant d'« enfants colons » deux adolescents assassinés par des palestiniens).

6 – Abriter le geste ou la parole anti-juive en l'inscrivant dans la rhétorique anti impérialiste, **antisioniste. Qualifier la cible de l'acte antisémite de « sioniste »** en l'assignant dans la catégorie du fascisme donne une légitimité à l'action ou au discours antisémite. Ainsi les gestes du boycott d'Israël sont « justes » parce qu'il est légitime de combattre les produits d'un régime d'apartheid. La justification « antisioniste » constituant l'alibi idéologique le plus protecteur. La conférence antiraciste de l'ONU à **Durban** (2001) a vu l'apogée de ce dispositif : des « *mort aux juifs* » y furent criés au nom de l'antiracisme.

7 – Contextualiser l'acte anti juif au sein des dispositifs d'explication sociaux ou sociétaux : misère, rupture familiale, errance culturelle, désespérance sociale constituant autant d'alibis sinon d'excuses pour les « jeunes » « en difficulté » dans « des quartiers difficiles ». La non prise en compte des faits *décrits* dans le livre « *Territoires perdus de la République* » (Fayard 2002) en a été la manifestation la plus flagrante. Etienne Balibar professeur de philosophie à l'Université de Paris X Nanterre se permit de commenter l'assassinat dans un attentat à la bombe à l'Université de Jérusalem, le 31 juillet

2002, de David Gritz, étudiant français à l'université de Paris X Nanterre, par son souci de « *contextualiser le terrorisme* ».

8 – Psychologiser ou socialiser le geste ou la parole antisémite par le mal être de leur auteur d'abord victime d'une relégation sociale. Le « *jeune-des-banlieues* » vivant dans des « *quartiers sensibles* » ou en « *difficulté* » ne serait pas coupable mais victime de sa situation sociale. Cette nomination ou l'euphémisation de sa désignation constitue déjà une forme d'alibi.

9 – Mettre sur le même plan conceptuel antisémitisme et islamophobie alors que leurs registres intellectuels sont totalement différents. L'antisémitisme vise des personnes (# de l'antijudaïsme) alors que l'islamophobie vise une doctrine, une religion, une idéologie.

10 – Mal nommer les choses. La

qualification « **d'attentat suicide** » les attentats commis par **bombes humaines** change le statut du geste terroriste. Son geste « suicidaire » (dans la perception en Occident des raisons du suicide) serait le produit de son désespoir. Il est victime d'un désarroi né d'une oppression telle que la seule forme de résistance (à cette oppression) est de transformer son corps en bombe et se faire exploser. Le terrorisme suicidaire serait l'arme des pauvres, des désespérés, victimes de ceux qu'il tue en se donnant la mort. Les vrais responsables de l'attentat seraient ceux qui sont simultanément visés et victimes de l'attentat. La bombe humaine culpabilise ses victimes tout en les tuant. Ce geste de résistance conférerait désormais le statut de « martyr » à son auteur.

Cet ensemble de procédures s'inscrit dans une grande stratégie sémantique distinguant un **antisémitisme condamnable** d'un **antisionisme vertueux**.

Qu'est ce qu'être « antisioniste » ?

S'agit-il d'un désaccord, d'un rejet voire d'une condamnation de la politique du gouvernement d'Israël ? Pourrait-on estimer que David Grossman, Amos Oz, Elie Barnavi et nombre d'autres brillants intellectuels israéliens défenseurs de leur patrie, mais critiques voire opposés à l'actuelle politique du gouvernement de Benyamin Netanyahu soient pour autant devenus « antisionistes » ?

Quand des anciens responsables des services de sécurité intérieure le Shin Beth témoignent dans le film de Dror Moreh *Gatekeepers*, et font une critique féroce de la politique de leur pays, sont-ils antisionistes ? Les conclusions de ces anciens du renseignement intérieur israélien convergent toutes : Israël a négocié trop peu, trop tard et de manière trop procédurale par rapport à la hauteur des enjeux : la paix par la sécurité mais aussi par la réconciliation. La poursuite de l'occupation des territoires palestiniens non seulement corrompt et déshumanise la société juive israélienne, mais elle menace de destruction l'État hébreu. Les citoyens israéliens opposés à Netanyahu seraient-ils aussi « antisionistes » ? La critique d'Israël et de la politique de son gouvernement vis-à-vis des Palestiniens est bien évidemment légitime et les israéliens ne s'en privent pas.

L'appellation « antisioniste » est devenue un mot passe-partout générateur de confusions et d'amalgames tant le sionisme est devenu un signifiant infamant. Depuis la « liste antisioniste » présentée aux élections européennes de 2009 par l'équipe

Dieudonné/Soral, la distinction entre les deux termes est devenue difficile. Dans cette version radicale, l'antisionisme paraît échapper difficilement à sa confusion avec l'antisémitisme. Sujet à controverses infinies depuis les années 70, considéré par certains comme une forme voilée d'antisémitisme, qualifié de « nouvel antisémitisme », alors que pour d'autres cette critique est tenue pour un « amalgame » ou est dénoncée comme étant « un moyen d'empêcher toute critique d'Israël ».

Antisémitisme : définition

L'antisémitisme est le nom donné de nos jours à la discrimination, à l'hostilité, au rejet manifestés exclusivement à l'encontre des Juifs en tant qu'individus ou en tant que groupe. Il s'agit donc d'une forme spécifique de racisme. L'antisémitisme s'adresse à des personnes et se distingue donc de l'**antijudaïsme** qui vise, attaque, rejette la religion juive.

Selon le *Trésor de la langue française*, le mot « antisémite » est attesté depuis 1890.

Antisionisme : définition

Etre antisioniste signifie la mise en cause de la **légitimité de l'Etat d'Israël, de son droit à exister en tant qu'Etat du et pour le peuple juif**. Cette autre position se déduit elle-même d'une autre position : l'illégitimité de l'Etat d'Israël serait déduite de l'artificialité de cet Etat, car cet Etat serait lui-même l'Etat d'un peuple inventé, puisque le peuple juif serait une

fiction, une irréalité, une création artificielle. C'est ce que certains juifs, israéliens d'extrême gauche, proclament. Être antisioniste serait donc être opposé au principe même de la légitimité d'Israël, de son droit à être comme Etat du peuple juif. Cette suite logique mérite donc une clarification des définitions des mots et des concepts pour chacun des termes qui composent ce raisonnement.

Plusieurs niveaux de lecture concernent ce mot dont la définition varie en fonction des éléments structurels qui l'habitent : historiques, philosophiques, religieux, politiques ou polémiques. Ces interprétations différentes dépendent elles mêmes de l'objectif assigné à chaque projet : conjoncturel : hostilité à la politique du gouvernement d'Israël, hostilité à l'Etat d'Israël, hostilité au droit d'Israël, ou structurel : hostilité à la légitimité de l'Etat d'Israël, hostilité à l'idée que les Juifs constituent un peuple ayant droit à un Etat, hostilité à l'idée d'un Etat juif, hostilité au droit des Juifs à avoir un Etat.

Shmuel Trigano, professeur de sociologie à l'Université des Nanterre, Paris X, définit en 2009 **l'antisionisme** comme « *l'idéologie qui dénie aux juifs le droit à l'autodétermination et à la souveraineté, sous le prétexte qu'ils ne constituent pas un peuple... [L'antisionisme] conduit nécessairement à prôner l'extermination des juifs parmi les habitants de l'Etat d'Israël dans la mesure où l'on peut supposer que ces juifs n'accepteraient pas de se faire hara kiri volontairement. Sa finalité ultime est la disparition de l'Etat d'Israël* ».

Sionisme : définition

L'antisionisme se définit par rapport à son objet repoussoir : le sionisme.

Le mouvement politique d'émancipation nationale du peuple juif, est né en Europe au XIX^e siècle, imaginé par un journaliste hongrois, Théodore Hertzl, témoin de la violence antijuive à Paris pendant l'affaire Dreyfus. Il prend acte de l'échec de l'assimilation des juifs dans la République française et estime que seule une solution nationale pourra résoudre la question juive en Europe. Le projet sioniste s'incarne dans le retour des Juifs dispersés dans la terre d'origine et débouche sur la création d'un Etat juif.

Divers éléments idéologiques, religieux ou politiques constituent le dispositif critique et d'opposition à ce projet : à **l'antisionisme juif**, venu de **l'intérieur** de la sphère juive (laïque ou religieuse) s'ajoute **l'antisionisme extérieur** au monde juif, venu de bords politiques divers ou d'origines identitaires diverses (européennes, arabes) mais tous contestant le bien fondé du mouvement sioniste et la légitimité de l'Etat d'Israël.

L'antisionisme pose, en amont, d'autres questions de définition. En contestant aux Juifs le statut de « peuple », c'est la définition même de ce concept qui se trouve posée.

Qu'est ce qu'un peuple ?

« Ensemble des êtres humains, vivant en société, habitant un territoire défini et ayant en commun un certain nombre de coutumes, d'institutions » (dictionnaire

Le Robert 1993). La définition proposée par le dictionnaire peut-elle s'appliquer aux **Juifs**, populations dispersées, éparpillées parmi d'autres nations ? Constituent-ils un peuple ? L'idée de **peuple juif** obéirait-elle exclusivement un projet politique volontariste ? D'autres éléments constitutifs de l'idée de peuple permettent d'estimer que malgré leur dispersion, les Juifs se reconnaissaient dans une identité commune. Qu'est ce qu'un peuple sinon l'ensemble des êtres humains qui se reconnaissent en lui. La liturgie qui répète depuis près de 2000 ans « *l'an prochain à Jérusalem* », exprimant ainsi la souffrance et la nostalgie de la terre des origines, est la première preuve de cette affirmation.

Depuis 2000 ans c'est autour d'un même alphabet que se lit cette prière. L'alphabet commun, ici celui de **l'hébreu** ou de la langue hébraïque, est bien la source matricielle de cette identité partagée. Peu de peuples possèdent un alphabet exclusif pour leur propre langue, or l'alphabet hébraïque ne concerne que l'hébreu. L'hébreu moderne, refondé par le travail **d'Eliezer Ben Yehuda** a renouvelé la langue des origines pour en faire le ciment identitaire de la renaissance de la **nation juive** à travers sa forme politique moderne, celle de l'Etat d'Israël.

Ce premier moment de clarification de la notion de « peuple juif » pose en amont une autre question, celle de **l'identité juive**.

Qu'est-ce qu'être juif ?

S'agit-il une seule appartenance reli-

gieuse ? Si la définition *halahique* (correspondant à la Loi religieuse) propose une approche de filiation matrilinéaire, on peut définir l'identité juive comme correspondant au statut de ceux ou celles qui se reconnaissent en elle, ayant un lien avec la culture, l'héritage familial, la transmission des valeurs, la mémoire transmise depuis des générations. Il y aurait autant de définitions de l'identité juive qu'il y a de vécus juifs. Quel lien y a-t-il entre les révolutionnaires du yiddishland, les émigrants d'Ellis Island, russes ou polonais fuyant les pogroms, ceux du Yémen ou de Marrakech, de Tolède ou de Shangaï, sinon l'idée de l'appartenance à une identité commune ? D'Isaac d'York à Isaac Babel, d'Alfred Dreyfus à Woody Allen, de Lord Montefiore à rabbi Baba Salé, ce sont autant de Juifs qui, en tant que tels, ont marqué leur temps se sont affirmés tels. Il ne saurait y avoir de définition univoque de l'identité et la question de l'identité juive les questionne toutes par son histoire à la fois multiple et singulière.

En contrepoint, la folie raciste du nazisme a aussi proposé de définir, en termes génétiques et biologiques, l'identité juive au nom d'une appartenance raciale prétendument scientifiquement établie. La science nazie a ainsi construit une élaboration de critères définissant la race de ceux qui n'avaient plus le droit de vivre au sein de l'espèce humaine, par leur statut de race inférieure. Ce que les nazis ont mis à bas, c'est l'idée même d'humanité.

CHAPITRE

4

PEUT-ON ETRE ANTISIONISTE
SANS ETRE ANTISEMITE ?

« *Dieudonné a-t-il déshonoré l'antisémitisme ?* » comme « *Hitler a déshonoré l'antisémitisme* », selon les mots de Georges Bernanos.

Pour cet écrivain catholique, nationaliste mais repenté de son antisémitisme premier, la judéophobie telle qu'elle existait en France aux débuts du XX^e siècle, sous la III^e République avait, à l'époque, ses vertus. L'antisémitisme faisait partie intégrante d'une vision nationaliste et ethnociste de la France dont les juifs, émancipés par la République depuis une centaine d'années, demeuraient des étrangers au sein du peuple français.

N'eussent été Darquier de Pellepoix, Paul Touvier et la Milice, Bernanos ne reniait pas sa séduction pour ses idées premières, celles de l'Action Française, ni pour Charles Maurras ou Edouard Drumont, ni même pour leur héritage. A la différence d'un Charles Péguy, Bernanos était dans son temps, il était de son temps et tout l'intérêt de l'auteur des *Grands cimetières sous la lune*, est d'avoir su s'en émanciper pour devenir plus tard, un farouche opposant au franquisme, au fascisme et au nazisme.

Le rapport à Israël construit-il aujourd'hui une ligne de clivage dans l'idéologie aussi forte que celle qui divisa la France du temps de l'affaire Dreyfus au XIX^e siècle ?

C'est la question que certains pourraient poser aujourd'hui. La fin de l'année 2013, la France a vu son agenda totalement manipulé par une bouffonnerie sinistre : l'humoriste Dieudonné ayant transformé son spectacle en tribune antijuive, a occupé durant près d'un mois, le devant de la scène médiatique.

La dénonciation, par le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, de cette imposture artistique a donné à l'affaire tout son

“ L’abri d’un discours
« anti sioniste » Dieudonné a
libéré une parole, l’a rendue
acceptable sous couvert
d’impertinence.. ”

retentissement. Usant de son identité métisse, franco camerounaise, M M'bala M'bala, s'est voulu le porte parole des victimes d'un néocolonialisme manipulé par les Juifs au service de l'Etat d'Israël. Usant de toutes les ficelles du complotisme, Dieudonné a révélé l'étendue du néo antisémitisme. A l'abri d'un discours « anti sioniste » Dieudonné a libéré une parole, l'a rendue acceptable sous couvert d'impertinence.

« *Dieudonné oblige à la clarification* » écrit le 30 décembre 2013, Pierre Haski cofondateur du site d'information internet *Rue 89*, ancien journaliste de *Libération*. Sous la rubrique générale « Gloubi-bougla » il tente de démêler les fils de ce salmigondis : « *Dur, dur d'être antisioniste en ce moment. Je parle de ceux qui s'opposent sincèrement à la politique israélienne vis-à-vis des Palestiniens sans être pour autant contaminés par l'antisémitisme. Dieudonné et sa quenelle ont brouillé les pistes au point d'en être devenus insoutenables* ».

Un constat identique est fait par Denis Sieffert, directeur de *Politis*, journal d'extrême gauche, résolument engagé en faveur de la cause palestinienne : « *des dirigeants communautaires (juifs) soutenus par une poignée d'intellectuels, ont cru intelligent de recourir à une arme à double tranchant : l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme et habile de faire taire, parfois à coup de procès, ceux qui critiquaient la politique coloniale israélienne dans les territoires palestiniens (...) on a même tenté de discréditer des grandes consciences morales comme Edgard Morin ou Stéphane Hessel (...) la confusion antisémitisme / antisionisme est aussi exploitée par les propagandistes de la politique coloniale israélienne* ». Reconnaisant « *qu'il existe un antisémitisme venu de la gauche et un négationnisme bien réel. L'ex communiste Roger Garaudy, en fut l'illustration, tout comme son éditeur, Pierre Guillaume, animateur dans les années 70 de la librairie la Vieille Taupe* ». Sieffert condamne l'antisémitisme de Dieudonné/Soral

pour mieux légitimer l'antisionisme qu'il faudrait inscrire dans les catégories vertueuses du progressisme (*Politis* 9 au 15 janvier 2014).

Haski poursuit sur *Rue 89* : « *Le malaise commence à filtrer sur les réseaux sociaux, comme sur le blog de Danielle Bleitrach, ancienne militante communiste dont une partie de la famille a péri dans la Shoah, très engagée en faveur des droits des Palestiniens. Elle s'est adressée samedi à ses « amis bien silencieux », après avoir vu une photo d'un « antisioniste » faire le geste de la quenelle devant l'école juive de Toulouse où Mohamed Merah avait tué de sang froid des enfants pour le simple fait d'être juifs : « Il est indispensable que ceux qui, comme moi, se sont toujours battus contre le colonialisme, tous les racismes et pour les droits du peuple palestinien manifestent leur refus du négationnisme. La manière dont est utilisé ce crime contre l'humanité, qui nous concerne tous, pour blanchir le nazisme et donner à tous les fascismes une nouvelle légitimité est intolérable* ».

Danielle Bleitrach se prononce pour l'interdiction du spectacle de Dieudonné à Marseille, mais déplore le silence de ses amis : « *J'aurais aimé entendre les communistes, le Front de Gauche et bien d'autres aller dans le même sens. Arrêtez de laisser croire si peu que ce soit que vous avez quelque chose à voir avec ces salopards de négationnistes* ». Cette prise de position claire exprime l'impossibilité de cohabiter avec ceux dont l'antisionisme a fini

par se confondre publiquement avec leur antisémitisme ». P Haski (Rue 89 30/12/2013).

C'est une position partagée par Jean Birnbaum, directeur du *Monde des livres* qui récuse dans *Le Monde* (13 janvier 2014) toute complicité, implication, responsabilité de gauche dans l'émergence du phénomène Dieudonné. Pour Birnbaum, la condamnation immédiate de l'humoriste par les divers courants de la gauche, constitue bien la preuve de son innocence et la mise à distance de ce faux ami de la Palestine. Ces progressistes appellent à une clarification conceptuelle et dénoncent sans ambâge – il faut s'en féliciter – l'expression actuelle de la haine antijuive des Dieudonné/Soral. Cette (fausse) distinction entre antisémitisme et antisionisme n'aurait-elle pas mérité de la part du journal de référence d'avantage de questionnement ?

Marc Edouard Nabe précise les choses (Le Point 6/02/2014) « *Combattre Israël est le dernier de leurs soucis. Ils ont déshonoré l'antisionisme. Pour eux, le sionisme, c'est juste une poignée de « Juifs du show-biz » qui les ont privés d'un commerce juteux. Alors, ils en ont créé un autre. S'il m'avait écouté, Dieudonné serait le Coluche de la cause palestinienne* ». L'écrivain pamphlétaire jubile de toute cette agitation qui le remet en scène. Invité par Frédéric Taddeï, il attaque le tandem Soral/Dieudonné pour leur amateurisme antisioniste bien plus commercial qu'idéologique. Il faut rappeler qu'entre anciens collaborateurs de *l'Idiot international* de Jean Ederne Hallier, la complicité ne saurait surprendre. Donner la parole à un antisémite sous célinien pour attaquer un antisémite de caniveau, ce fut une belle performance que *Ce soir ou jamais* offrit ce soir la !

CHAPITRE

5

ELARGIR LA QUESTION :
OU SONT AUJOURD'HUI LES LIGNES
DE FRONT ?

En juillet 2014, c'est un pogrom qui a été tenté à Sarcelles et rue de la Roquette à Paris en dénonciation de la riposte d'Israël menée à Gaza contre le Hamas. Au cours d'autres manifestations ce sont les drapeaux du Hamas, du Hezbollah et l'Etat Islamique qui ont été exhibés place de la République. « *Nous sommes tous des jihadistes* », ont crié certains manifestants. Cet avertissement était déjà une annonce pour tous. La haine qui motive les émeutiers anti juifs ne s'adressait pas qu'aux seuls Juifs au prétexte de leur solidarité supposée avec Israël. Cette haine recuite va puiser ses sources dans un archaïsme qui déjà fait la preuve de sa malfaisance. Que la vieille haine antijuive fut ou soit encore, habillée des atours progressistes de l'anti-ionisme ne change rien à l'affaire.

L'Europe en connaît le prix. En août 2015 c'est un massacre qui a été évité de justesse dans le Thalys grâce au courage de trois touristes américains. Cette tentative d'attentat commise par un jeune jihadiste visait tous les passagers du train. Si la haine des Juifs vise en premier lieu les Juifs, elle est toujours annonciatrice d'autre chose : à travers les Juifs c'est la liberté qui est visée, celle de la liberté de l'esprit, celle des femmes, celle de l'autonomie de l'individu. Depuis près de quinze ans la République a perdu de

nombreux territoires. Ils sont tout autant symboliques que réels. Avec le masque de la bonne conscience certains ont instillé de manière totalement irresponsable cette haine du Juif et d'Israël avec les mots du progrès et de la justice. Faire d'Israël le responsable du malheur arabe constitue l'une des grandes impostures de l'histoire contemporaine. Le déni idéologique de cette réalité constitue l'autre face de ce désastre de la pensée.

Les confusions
intellectuelles ont une
histoire

« *Pas d'amalgame* », « *ne pas stigmatiser* », bien sur mais qui en a fait et qui continue à en faire ici et maintenant ? Qui a tué et qui a été tué ? « *Qui tue qui* », comme s'interrogeait déjà la pensée progressiste durant les massacres commis par le GIA en Algérie. Le 20 janvier 1976, pendant la guerre civile libanaise (1975-1990) les habitants chrétiens de Damour (Liban) furent massacrés par les milices palestiniennes suite au massacre de Karantina du 18 janvier 1976 perpétré contre des civils Palestiniens par les phalangistes chrétiens Libanais. Pourtant cette réalité ne fut pas considérée et seuls les « *palestino progressistes* » du village de Tal el Zaatar (août 1976) massacrés par les chrétiens

avec l'aide des syriens de Hafez el Assad eurent droit aux hommages de la gauche de gauche qui voyait dans ce conflit une guerre d'Espagne orientale. **Qui se souvient de Elie Hallak**, médecin juif libanais kidnappé en même temps que Jean Paul Kauffman et Michel Seurat et assassiné par les islamistes libanais parce qu'il était **juif ET libanais**. Qui eut une pensée pour ce médecin des pauvres qui soignait indistinctement TOUS les libanais ? A-t-on noté à l'époque la part intimement raciste de ce crime ? Pourquoi ces rappels ? Tous les ingrédients du drame qui vient de se dérouler à Paris en janvier 2015, étaient déjà en germe dans ce passé.

Psychopathologie de l'antisémitisme

« *Il ne faut pas importer en France le conflit du Proche-Orient* ». Cette incantation devenue slogan représente une composante de l'incapacité à comprendre la mécanique psychique des islamistes. Depuis les années 80, ce conflit tue en France. L'attentat de la rue Copernic, en octobre 1980, puis celui opéré en août 1982 contre le restaurant juif Goldenberg en furent les premières manifestations. Quand Mohamed Merah vient tuer des enfants juifs dans une école à Toulouse en 2012, il le fait pour « venger les enfants palestiniens ».

Que signifie cette haine pavlovienne des Juifs et d'Israël ? Qu'est ce que représente Israël dans l'imaginaire arabe ? Israël humilierait les arabes par sa seule existence ? Ne serait-ce pas plutôt le

désastre arabe qui devrait humilier les arabes ? Israël représente le reflet renversé de ce désastre. Si l'État Islamique est dénoncé comme un mal absolu, un « cancer » par les États-Unis, la France et les Européens, le Hamas jouit d'une certaine considération malgré sa charte génocidaire et la dictature qu'il exerce. Il a même reçu sur ses terres des intellectuels de gauche à la française, Stéphane Hessel et Régis Debray.

A quelques exceptions admirables près, l'espace arabo musulman jubile dans cet enfermement. On se prête à rêver devant ce film (*visible sur you tube*) montrant le colonel Nasser se moquant des Frères musulmans et leur projet de mise sous voile des femmes égyptiennes. La salle rit et applaudit son raïs et on ne peut que rétrospectivement déplorer aujourd'hui l'aveuglement d'Israël au cours des années 70, quand il avait favorisé les islamistes pour lutter contre l'OLP. C'était au temps de la Guerre Froide et Nasser et l'OLP étaient dans le mauvais camp.

Tant que les musulmans et ceux qui prétendent être dépositaires de l'héritage spirituel de l'islam n'auront pas fait ce travail critique sur leur propre corpus spirituel, ils resteront aveugles sur les sources intimes de leur désastre de leur supposée humiliation. C'est du sein de l'islam que des voix doivent s'élever pour dénoncer cette imposture. C'est bien plutôt l'islamisme version Hamas ou version Hezbollah ou version Etat Islamique et leurs multiples clones qui sont responsables de cet enfermement aussi

surement que le monde soviétique ne libérait pas les peuples mais les garrotait.

Qui sont les amis de nos ennemis ?

Il est surprenant de retrouver dans le numéro spécial de *Libération* consacré aux massacres de janvier à Paris, la signature d'Etienne Balibar, grand pourfendeur de tous les méfaits passés, présents et à venir de l'Etat d'Israël, dire sa leçon avec la même assurance. Ce petit chef d'œuvre de rhétorique mérite d'en citer quelques formules : « *lucidité particulière mais sans réticence (...) communauté n'est pas sans exclusive (...) les épisodes les plus sinistre de notre histoire (...) boucs émissaires de nos peurs (...) séduits par la prose de Houellebecq (...) une saine provocation (...) imprudents (...) le sentiment d'humiliation de millions d'hommes déjà stigmatisés (...) politiques sécuritaires mises en œuvre par des Etats de plus en plus militarisés...* ». Pas un mot sur la part spécifiquement antijuive des crimes du magasin casher. Tant d'aveuglement idéologique et tant de contre vérités émises par l'éminent philosophe font que le doute sur sa *lucidité sans réticence* s'impose.

Autre perle tirée du journal des lecteurs de *Marianne*, « *Indignez vous ! Merci monsieur Stéphane Hessel !* » écrit un lecteur. Oui vraiment merci à celui qui est allé à Gaza, accompagné de Régis Debray, serrer la main du chef du Hamas et encore merci à ce saint homme qui affirmait devant des lycéens, en France, que les roquettes tirées sur Israël étaient d'innocents jouets pour enfants. (Scène

visible sur You tube).

Le Point n'est pas en manque de confusion quand François Kersaudy y écrit au sein d'une longue analyse sensée décrypter le moment présent : « *S'il est vrai que le fanatisme islamiste a tué bien plus de musulmans que de juifs et de chrétiens, il est également vrai que le fanatisme juif a assassiné autant de musulmans que de chrétiens et de juifs - depuis le comte Folke Bernadotte jusqu'au Premier ministre Yitzhak Rabin* ». De quoi parle Mr Kersaudy, de Der Yassine, du King David, de l'Irgoun ? Peut-on mettre sur le même plan des gestes de guerre et les exactions barbares de Boko Haram, de l'Etat islamique ou les attentats du 11 septembre 2001 ? Ce souci de l'équilibre met à mal la volonté prétendue de « *sortir de l'angélisme* ». Le palme revient à la couverture de l'Obs (qui n'est plus « *nouvel* ») : « *Continuons le combat !* » Il ne manque juste que « *ce n'est qu'un début !* ».

Il est tout aussi surprenant de retrouver dans *Le Monde* un argumentaire complémentaire à ce qui précède. Dix sept vies se sont envolées sous les balles de tueurs fanatisés et leur sang est à peine sec que monsieur le professeur Badiou vient dispenser sa leçon dans *Le Monde*². C'est un drame pour l'université française qu'elle puisse continuer à produire ce type de pensée. C'est un autre drame que de la considérer comme importante dès lors que sa notoriété dépasse les limites de la rue d'Ulm. Quelles séductions s'opèrent dans les relais médiatiques ? Pourquoi le journal de référence lui accorde-t-il une pleine page ? Avec son collègue Balibar

(dans *Libération*, publication spéciale sur les attentats de janvier 2015) voilà que la gauche de gauche théoricienne reprend du poil de la bête. Après s'être déjà trompée avec Sartre elle persiste et signe avec Badiou et il y a un public pour applaudir cela et cela est consternant car le prix à payer est souvent celui du sang.

Badiou et Balibar parlent en connaisseurs. Le premier a applaudi la victoire des Khmers rouges, le second a certes déploré l'assassinat le 31 juillet 2002 d'un étudiant (David Gritz) de son université (Paris X Nanterre) dans un attentat à la bombe à l'université de Jérusalem pour mieux trouver des circonstances atténuantes à l'acte des tueurs. Dans sa livraison au *Monde* Badiou adopte une démarche identique à propos des

récents mas-
sacres à Paris.
Ces grands
esprits sou-
cieux du sort

des pauvres et des déshérités perpétuent une tradition universitaire française qui préfère les charmes de l'idéologie à l'ingratitude du réel. Cela mérite quelques commentaires.

1 – Selon Badiou l'islamisme meurtrier ne serait pas islamiste mais seulement fasciste. En manque de concepts fins parce qu'élevés dans la misère culturelle des banlieues les Kouachi-Coulibaly seraient en fait l'avant garde armée (qui s'ignore) d'un sous prolétariat en lutte enfermé dans le ghetto de leurs identités premières. Rabattre les jihadistes dans les catégories du fascisme permet de faire

l'économie d'une analyse de la mécanique intime de l'islamisme. Badiou a déjà développé l'idée que Hamas et Hezbollah représentent en fait ce type d'avant garde face au capitalisme colonialiste dont l'Etat sioniste serait lui même la figure de proue.

2 – La part antijuive des assassins de l'hyper casher est peu considérée par Badiou. Le qualificatif d'antisémite n'y est noté que du bout de la plume. Il faut dire que le mot « juif » n'ayant qu'une portée fictive³, l'antisémitisme qui le combat en est lui même une fabrication. Dans « L'antisémitisme partout »⁴, Badiou dénonce cette fiction propagandiste au service de l'Etat d'Israël.

3 – La source du Mal serait donc le capitalisme dont Charlie hebdo était le

bouffon inof-
fensif. Ce
dérivatif trivial
était toléré par
le système car
cette fonction

“ Le tandem Badiou-Balibar
mérite d'être élargi à un trio, tant
Edgard Morin développe sur ces
questions des positions proches. ”

d'amuseur servait la machine à profits tandis que l'appareil idéologique d'Etat nommait subsidiairement des ennemis aussi fictifs que dérivatifs (le voile à l'école, l'antisémitisme des « jeunes des quartiers ») et mettait en place ses règles répressives : loi sur le voile, chasse au faciès etc.

4 - Le tandem Badiou-Balibar mérite d'être élargi à un trio, tant Edgar Morin développe sur ces questions des positions proches. Avec son ami Stéphane Hessel, autre grand cœur aux concepts moins affûtés mais à la niaiserie tout aussi agressive, Morin inverse les termes du réel : les vrais responsables de l'antisémitisme sont

3. « Circonstances 3 : portées du mot « juif ». Editions Leo Scheer 2008

4. « L'antisémitisme partout » La Fabrique éditions. 2011. Co signé avec Eric Hazan

à aller chercher dans ce qui fabrique la misère sociale qui engendre des tueurs par désespérance, tandis que les Juifs reproduisent contre les arabes/palestiniens des

comportements et des politiques dont ils furent eux mêmes victimes. Comment dès lors s'étonner de la haine qu'ils eux mêmes fabriquée et qui se retourne contre eux ?

CONCLUSION : AFFRONTER LE RÉEL

Le réarmement intellectuel nécessaire pour affronter la guerre qui nous est faite, mérite de formuler quelques idées.

1 - C'est de logiciel intellectuel qu'il faut changer. Aux catégories des années 50/60 dominées par une grille de lecture politique (dominants/dominés) ou économique (lutte de classe/moyens de production/propriété) il faudrait reprendre et reconsidérer ce que Levi Strauss écrivait déjà dans *Tristes Tropiques* sur l'étanchéité du monde né de l'islam et des sociétés arabes. Germaine Tillon, pourtant peu suspecte de complaisance coloniale pointait elle aussi la spécificité de l'hostilité de la société arabo-musulmane dans sa lutte contre la colonisation française en Algérie. Déjà les prémices d'un projet de purification ethnique sur une base islamique, pointaient sous les discours anti colonialistes. Jusqu'à ce jour, cet aspect la des choses, cette dimension ethno religieuse a peu été prise en compte par ceux qui ont travaillé sur les mouvements d'indépendance en Afrique du Nord et la guerre d'Algérie. Celle-ci ne pouvait être que juste et bonne et c'est regard idéologique bienveillant qui fut d'abord porté sur la guerre faite par le FLN à la France. Les crimes du FLN, le massacre au faciès des européens, des français à Oran le 5 juillet 1962 ont été

oubliés dans les poubelles progressistes de l'histoire grâce aux bons conseils dispensé par Jean Paul Sartre dans sa préface aux « Damnés de la terre » de Franz Fanon : un bon européen est un colon mort, lui sa femme et ses enfants.

2 – Penser l'autre. Le malheur arabe est réel, le malheur palestinien est réel, mais qui en est responsable depuis plus de soixante ans ? Une constante du discours arabe motivant son désir de revanche trouve ses racines dans cette humiliation tant invoquée dont les arabes seraient les victimes. Mais de qui et de quoi sont-ils les victimes sinon prioritairement de ce que des arabes ont fait aux arabes ? Que s'est-il passé pour que des Saddam Hussein, Bachar Assad ou Bouteflika aient pris le relais de l'émir Abdel Khader, de Nasser, de Bourguiba ou de Mohamed V ? Si il y a des raisons d'être humilié, ce n'est pas dans ce que le monde arabe a fait de sa propre histoire et de son glorieux passé qu'il faut les chercher ? Qui tue qui en Syrie aujourd'hui ? Qui tuait qui en Algérie durant la décennie sanglante de la fin des années 80 ? Qui kidnappe qui au Nord du Nigéria ? Qui a tué qui dans le conflit Iran-Irak, au Koweït, au Soudan, au Liban ? La liste est trop longue des massacres arabo-arabes ou islamo-is-

lamiques pour en dresser l'inventaire. Qu'est ce que ces pays gorgés de richesses pétrolières ont fait de leur fortune ? Ont-ils aidé au développement de leurs sociétés, à leur éducation ? En projetant sur Israël d'abord puis sur l'Occident ensuite, les seules raisons de leur enfermement psychique les arabes évitent tout travail critique sur leur propre histoire et les musulmans font l'économie de toute réflexion sur ce que l'islam est en train de devenir sous la férule islamiste.

3 - L'espoir de lucidité n'aura duré que le temps des larmes et les morts de Charlie comme ceux du magasin casher, l'auront été pour rien si la chape de plomb du prêt à penser se remet en marche dans les mêmes catégories intellectuelles précédant le 7 janvier. Il est à la fois stupéfiant mais symboliquement intéressant que ce soit à l'intérieur de la même édition du *Monde* qui prétend penser « *Auschwitz à l'épreuve des générations* », en vis à vis d'un entretien avec Imre Kertesz, que s'affiche la pensée Badiou à propos des attentats de janvier dernier. Soit *Le Monde* dans sa grande innocence, considère que le massacre de Juifs, parce qu'ils sont Juifs, relève de mécaniques n'ayant rien à voir les unes avec les autres selon qu'elle est nazie ou qu'elle est islamiste, soit il pense que la haine des Juifs forme un ensemble indissociable des éléments qui le composent. La folie antijuive qu'elle se décline dans les mots du Hamas ou dans les mots de Goebbels mérite d'être analysée dans sa réalité et non pas dans les rôles qu'on

veut lui faire jouer au service d'une raison dissimulée. Qui se cache derrière la question de Badiou : « *Et les trois jeunes français que la police a rapidement tués ?* » Du lumpen manipulé répond Badiou, pour le bénéfice de qui ? La réponse se devine dans la suite du texte.

La vision complotiste de l'histoire se devine sous la plume de l'éminent philosophe. La philosophie devrait avoir le mérite de penser le monde et les outils conceptuels qu'elle invente devraient pouvoir aider cette humanité désemparée à y voir clair. La nuit islamiste commence à obscurcir le ciel. Elle chasse celles qui l'ont précédée : la nuit stalinienne, la nuit polpotienne, la nuit nazie ou la nuit fasciste, toutes pensées totalitaires chargées de créer l'homme nouveau à l'horizon de leurs divers avatars radieux. A l'égarement des masses populaires⁵ inventant des religions pour confier à dieu la fonction de guide, la pensée sans dieu fabriquait des religions substitutives. Badiou et Balibar en sont les derniers gourous.

4 – Refonder une grille de lecture.

Un concept n'est pas juste parce qu'il s'inscrit seulement dans une cohérence intellectuelle close. L'erreur des sciences sociales et souvent celle de la philosophie a consisté à inventer des outils d'analyse en faisant fi du réel. Transformer le jihad en lutte de classe c'est oublier la source culturelle du jihad et c'est projeter sur l'espace de l'islam sa propre grille de lecture. L'anthropologie possède ce mérite d'éclairer les racines culturelles

5. Pour causer ML (marxiste léniniste)

anticipant leurs développements historiques. Séparer le nazisme des mythes germaniques pour le rabattre dans les catégories marxisantes de l'histoire c'est s'interdire d'en comprendre les rouages intimes. En décidant que l'idée d'universel avait une valeur morale pour l'humanité, on a confondu l'idée d'humanité avec la réalité des groupes humains qui la composent.

5 – Les Juifs ne sont pas seuls. C'est bien la raison qui fait que la seule rénovation de la sphère de l'islam ne peut venir et du dedans d'elle même et que ceux qui, ici, parlent à sa place et font de la Propagande leur terre de rédemption, enfoncent le monde arabe et les musulmans plutôt qu'ils servent ne leur émancipation. Ils sont nombreux ceux qui de l'intérieur secouent cet enfermement : Boualem Sansal, Abdelwahab Medeb, Kamel Daoud, Fethi Benslama, Abdenour Bidar, Riad Sattouf et tant d'autres qui ont déjà payé du prix de leur vie leur volonté d'ouvrir un espace critique dans la sphère de l'islam autant qu'à l'intérieur du monde arabe.

Lydia Guirous, auteur **«Allah est grand, la République aussi»** (édité par JC Lattès, octobre 2014) a publié dans Figaro vox (6 février 2015) la tribune suivante. Nous reprenons intégralement cette analyse aussi fine que pertinente.

**“ Transformer le jihad en
lutte de classe c'est oublier
la source culturelle du jihad ”**

« Depuis plusieurs années maintenant, la notion d'islamophobie s'est largement diffusée dans le débat public français. Certes, il y a du racisme en France, comme partout d'ailleurs et il faut le combattre et le condamner. Ce racisme peut être un racisme anti-arabe ou anti-africain, mais son extrapolation à un racisme anti-islam, l'islamophobie, est sujette à caution. L'islamophobie, comme l'avait déclaré Manuel Valls, lorsqu'il ne courait pas après le vote communautaire, est « le cheval de Troie des salafistes » et plus largement des islamistes radicaux, qui rêvent de voir la République s'écarter en communautés. En effet, l'islamophobie déplace la question du sur le champ du religieux. De fait, cela permet de réintroduire à haute dose le fait religieux dans le débat public ».

« Sous-couvert de victimisation permanente, ce concept met du religieux partout au sein de la République. D'ailleurs, depuis les attentats, vous n'avez pas remarqué que l'on voit des imams partout à la télévision et très peu de laïcs... Est-il normal qu'en cours d'enquête préliminaire, à Nice, la Police et l'Éducation Nationale soient directement mises en cause et traitées d'islamophobe dans tous les médias et sur la base de simples déclarations d'une association très engagée comme le CCIF ? Ne va-t-on pas trop loin dans l'auto-flagellation ? En relayant abondamment le concept d'islamophobie, les médias et quelques décideurs politiques portent une lourde responsabilité et surtout tombent dans le piège de cer-

tains leaders islamistes. Le rêve ultime de ces idéologues qui crient systématiquement à l'islamophobie est de mettre en place une France communautarisée, segmentée, fracturée...

Enfin, le concept d'islamophobie a également pour objectif de minorer l'antisémitisme. Certains imams radicaux sont foncièrement antisémites. Tout ce qui peut saper le poids supposé de la communauté juive dans la sphère publique doit être combattu selon eux. L'islamophobie est l'une de ces armes. Tout ce qui peut nier l'antisémitisme en France et dans le monde doit être mis en œuvre... On remarque d'ailleurs que l'étendard de l'islamophobie a tout de suite été brandi après les attentats, alors que les victimes de l'hyper-cacher étaient juives et ont été tuées parce qu'elles étaient juives. Ne l'oublions pas.

On aurait pu penser que le choc des attentats allait ramener dans le débat public la question de la laïcité... On aurait pu penser que la question de l'islam radical et du communautarisme dans les quartiers populaires allaient être traitées ensemble et pour de bon... On aurait pu le penser, c'était le bon sens. On aurait pu s'attendre à un grand retour de la République et de ses valeurs, à un discours ambitieux sur le roman national. Après toutes ces larmes et tout ce sang d'innocents versé, nous espérons que la société communautarisée vers laquelle nous évoluons depuis plus de trente ans, disparaisse... Mais c'était sans compter sur la lâcheté de certaines de nos élites intellectuelles, politiques et médiatiques. Plutôt que de se battre pour la laïcité, ils ont préféré créer un artefact, l'islamophobie, et

inventer un faux problème: une nouvelle théorie du complot, qu'ils ont qualifié, dans un registre sémantique assez pauvre du « non à l'amalgame », qui empêche de voir la réalité en face. Une fois de plus, au lieu de nous unir à travers la République, ils préfèrent diviser les Français à travers une cassure artificielle qui est l'islamophobie. En faisant cela, ils valident de facto un modèle de société communautarisée et multi-culturelle.

Or si la France est depuis longtemps un pays multi-ethnique, elle n'est pas un pays multi-culturel. Notre culture, qui est la somme de nos principes, de nos valeurs et de notre histoire, s'appelle la République et elle est unique. Défendre ces valeurs, c'est s'inscrire, par la loi, dans la volonté d'un destin partagé. C'est mener un combat contre le repli sur soi des minorités, contre le fanatisme qui menace, mais aussi contre le prêt-à-penser d'une certaine idéologie relativiste qui sape les fondements de notre contrat social.

Alors oui, il faut cesser les amalgames de la pensée molle et de la lâcheté. Oui, il faut combattre chaque jour le racisme qui est incompatible avec notre République. Mais, non, il ne faut pas confondre racisme et islamophobie, car cet amalgame sera fatal à nos valeurs républicaines, au premier rang desquelles la laïcité... que certains rêvent de voir disparaître.

La laïcité est un principe non évolutif. Plus qu'un principe c'est une règle intangible d'organisation dans la République. Ce n'est pas à la laïcité de s'adapter aux contraintes d'une société pluri-confessionnelle, mais à cette société de s'adapter aux

impératifs de la laïcité. La République est faite de droits et de devoirs, tous les citoyens doivent s'y conformer notamment en ce qui concerne le respect de l'égalité homme-femme. Tout ce qui est le marqueur de la soumission des femmes aux hommes ne peut être toléré dans l'espace public et social collectif. Tout simplement parce qu'il ne correspond pas à nos valeurs issues des Lumières, notamment l'Égalité. Par espace public et social, j'entends les services publics naturellement, mais également les universités et les entreprises.

Ne pas respecter l'égalité homme femme, c'est nier la République et ce n'est pas être islamophobe que de dire cela ! ».

Nous voilà donc de nouveau plongés au cœur d'une guerre de longue haleine dont la **guerre idéologique, la guerre lexicale** est l'un des éléments. L'enjeu est considérable : les mots comme les images sont des armes de conditionnement massif comme corollaire de la guerre qui tue. L'antisionisme est bien l'alibi sans honte de l'antisémitisme. La vieille haine des juifs à su renouveler son discours en le positivant. **La guerre idéologique, la**

guerre des mots, en est bien l'autre face. Ne pas comprendre que la mise en cause de ces deux mots « juif » et « Israël » signifie la volonté de les effacer perpétue une énigme récurrente. De quel poids symbolique ces deux mots sont ils chargés pour qu'un tel acharnement contre eux perdure dans l'histoire ? Aujourd'hui cette question mérite d'être élargie car le symbole porté par la destruction des Bouddah de Bamyân ou le saccage de la ville de Palmyre par le totalitarisme islamiste donne la mesure de l'inhumanité du nouveau projet totalitaire : cette menace concerne l'humanité toute entière.

Si l'on veut que ceux de Charlie et ceux du magasin casher ne soient pas morts pour rien c'est à la réalité des choses que nous devons nous affronter. Le déni idéologique du réel, la *wishfull thinking*, est la pire calamité intellectuelle qui nous soit proposée. Ne pas le comprendre c'est favoriser la victoire de tous les fascismes génériques.

On le sait bien, l'histoire ne recommence pas, elle bafouille.

NOTES DU LECTEUR

Gérard Fellous

ONU, la diplomatie
multilatérale : entre gesticulation
et compromis feutrés...

**N°22 > Janvier 2012 • 52
pages**

Michaël de Saint Cheron

Les écrivains français du XX^e
siècle et le destin juif...

**N°23 > Juin 2012 • 56
pages**

Eric Keslassy et Yonathan Arfi

Un regard juif sur la
discrimination positive

N°24 > mai 2013 • 64 pages

Michel Goldberg

& Georges-Elia Sarfati

Une pièce de théâtre antisémite
à la Rochelle

**N°25 > octobre 2013 • 60
pages**

Mireille Hadas-Lebel

Le Peuple Juif et l'Etat d'Israël
ont-ils été inventés ?

**N°26 > novembre 2013 • 16
pages**

Georges-Elia Sarfati

Lorsque l'Union Européenne
nous éclaire sur sa « face
sombre » : quelques enjeux du
projet de Loi-cadre contre la
circoncision assimilée à une
mutilation sexuelle.

**N°27 > décembre 2013 • 40
pages**

70 ans du Crif

1944-2014 : Recueil de textes

**Hors-série >
janvier 2014 • 116 pages**

Gérard Fellous

La Laïcité française :
l'attachement du judaïsme

**N°28 > mars 2014 • 40
pages**

Nathalie Szerman

Le Printemps arabe à l'épreuve
de l'antisémitisme : y a-t-il un
avant et un après ?

N°29 > mai 2014 • 36 pages

Jacques Tarnéro

Antisémitisme / Antisionisme
Mots, masques, sens, stratégie,
acteurs, histoire

N°30 > juin 2014 • 48 pages

Sandrine Szwarc

Intellectuels juifs et chrétiens en
dialogue

**N°31 > octobre 2014 • 32
pages**

Gérard Fellous

L'État Islamique (DAECH),
cancer d'un monde arabo-
musulman en recomposition

**N°32 > novembre 2014 • 52
pages**

Michaël de Saint-Cheron

Le Messianisme comme réponse
à l'antisémitisme

**N°33 > décembre 2014 • 40
pages**

Valérie Igounet

Le négationnisme : histoire d'une
idéologie antisémite (1945 - 2014)

**N° 34 > février 2015 • 32
pages**

Maxime Perez

L'opération « Bordure protectrice » à
Gaza : Journal d'une guerre de
100 jours

N° 35 > mai 2015 • 44 pages

Anne Quinchon-Caudal

Vers une Internationale blonde
Le racisme supra-national en
Europe et aux États-Unis dans la
première moitié du XX^e siècle

N° 36 > juillet 2015 • 40 pages

Pierre-André Taguieff

La vague complotiste
contemporaine : un défi majeur

**N° 37 > septembre 2015 • 40
pages**

Johann Chapoutot

Le « Droit » nazi, une arme contre
les Juifs

**N° 38 > octobre 2015 • 52
pages**

Valérie Igounet & Stéphane

Wahnich

FN : une duperie politique

**N° 39 > novembre 2015 • 56
pages**

LES ÉTUDES DU CRIF

Imprimé en mars 2016 / ISSN 1762-360 X

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Marc Knobel

CONCEPTION & ICÔNOGRAPHIE

Carta Impression

COMITÉ ÉDITORIAL

Jean-Pierre Allali

Georges Bensoussan

Yves Chevalier

Roger Cukierman

Patrick Desbois

Robert Ejnes

Antoine Guggenheim

Mireille Hadas-Lebel

Francis Kalifat

Serge Klarsfeld

Joël Kotek

Éric Marty

Jean-Philippe Moinet

Richard Prasquier

Dominique Reynié

Michaël de Saint-Chéron

Georges-Elia Sarfati

Pierre-André Taguieff

Jacques Tarnéro

Yves TERNON

CONSEILLER JURIDIQUE

Maître Pascal Markowicz

COORDINATION

Yoar Level

CORRECTRICE

Pauline de Ayala

IMPRESSION

ICL

EN PARTENARIAT AVEC

Le Collège des Bernardins

Fondation pour l'Innovation Politique - Fondapol

Le Cercle de la Licra - Réfléchir les droits de l'Homme

La revue civique

«Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism» de l'Université hébraïque de Jérusalem

ET AVEC LE SOUTIEN DE

• *La Fondation pour la Mémoire de la Shoah*

Crif

Conseil représentatif
des institutions juives de France

POUR TOUTE CORRESPONDANCE

39 rue Broca 75005 Paris

site web : www.crif.org

email : infocrif@crif.org

Mars 2016

Prix : 10 €